



DEPARTEMENT DU NORD



ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI



CANTON DE CLARY

COMMUNE DE BUSIGNY



Décision du Tribunal Administratif
N° E 14000064 / 59 du 05 mai 2014

Arrêté Préfectoral
du 21 mai 2014

**Autorisation d'Exploiter un Parc Eolien comprenant : 08
Aérogénérateurs, deux postes de livraison nécessitant l'obtention
d'un Permis de Construire pour chaque élément du projet**

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du : 30 juin Au : 30 juillet 2014

Rapport du Commissaire Enquêteur

SOMMAIRE

PREAMBULE :	page 3
CHAPITRE I. : Généralités Concernant l'Enquête Publique	pages 4 à 9
<i>Localisation du projet</i>	pages 5 et 7
<i>Localisation des constructions</i>	page 8
<i>Environnement urbain</i>	page 9
CHAPITRE II. : Objet de la Demande	page 10
<i>Objet de l'enquête publique</i>	pages 10 et 11
CHAPITRE III. : Etude de dangers	pages 12 à 13
<i>Cadre réglementaire et législatif de l'étude de danger</i>	pages 12 et 13
CHAPITRE IV : Etude d'impact	pages 14 à 26
<i>Généralités</i>	page 14
<i>Contenu de l'étude d'impact</i>	pages 14 et 15
<i>Cadre réglementaire et législatif de l'étude d'impact</i>	pages 16 et 17
<i>Le bruit</i>	pages 17 à 20
<i>Impact sur la santé</i>	page 20
<i>Analyse des risques</i>	page 20
<i>Impact sur les ondes hertziennes, radars militaires et civils</i>	page 20 et 21
<i>Raccordement au réseau électrique</i>	page 21
<i>Le sol, le sous-sol et l'eau</i>	pages 21 et 22
<i>La faune et la flore</i>	pages 22 et 23
<i>Hygiène et sécurité du travail</i>	page 23
<i>Sécurité incendie</i>	page 24
<i>Remise en état</i>	page 24
<i>Etude paysagère</i>	page 24
<i>Milieu humain</i>	pages 24 et 25
<i>Etat initial du paysage et du patrimoine</i>	pages 25 et 26
<i>Sites et paysages</i>	pages 26 et 27
CHAPITRE V. : Composition du Dossier	page 27
<i>Composition du dossier soumis à enquête publique</i>	page 27
CHAPITRE VI. : Publicité	page 28 et 29
<i>Publicité réglementaire</i>	pages 28 et 29
CHAPITRE VII. : Enquête Publique	pages 30 à 58
<i>Information et concertation du public</i>	page 31 et 32
<i>Ouverture de l'enquête publique</i>	page 32
<i>Mise à disposition du public</i>	page 32
<i>Organisation et déroulement de l'enquête</i>	pages 32 à 38
<i>Recueil des observations</i>	pages 39 à 48
<i>Analyse du Commissaire Enquêteur</i>	pages 49 à 58
<i>Avis des services et personnes publiques associées</i>	page 58

ANNEXES :

pages 59

- **Annexe 1 :** *Délibérations des Conseils Municipaux*
- **Annexe 2 :** *Constats d'huissier*

PREAMBULE

Lors des différents sommets mondiaux (Johannesburg, Kyoto, Rio, La Haye) l'Europe a pris en compte les dangers liés au changement climatique et à l'émission des gaz à effet de serre. Pour éviter ces modifications liées au changement climatique et de restreindre les émissions de gaz, l'Europe et plus particulièrement la France mettent en œuvre le développement d'énergies renouvelables et plus particulièrement l'énergie éolienne.

Ainsi la France est nettement concernée par la Directive Européenne du 27 septembre 2001 qui vise à réaliser l'objectif de :

12% de sa consommation interne en énergie en provenance d'énergies renouvelables,

21 % de sa production d'électricité d'ici 2020 en cohérence avec le protocole de Kyoto.

De plus la France dans son Grenelle de l'Environnement a lancé un vaste programme concernant la production d'énergie.

«Lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande d'énergie»

C'est réduire l'utilisation d'énergies fossiles.

Passer de 9 % à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2020 et viser, si possible les 25 %.

Cela suppose un plan concerté pour mobiliser les filières les plus matures (bois combustible, hydraulique, éolien, solaire thermique), et des efforts pour développer les filières prometteuses (solaire photovoltaïque, géothermie à moyenne profondeur, biocarburants de 2^{ème} génération).

Cela implique l'adaptation du cadre réglementaire et fiscal, afin de prendre en compte de façon plus fine les enjeux environnementaux, économiques, sociaux. Par ailleurs, le groupe propose de promouvoir les nouveaux réseaux de chaleur renouvelable et de maintenir et rendre plus efficaces les réseaux existants.

CHAPITRE I : Généralités Concernant l'Enquête Publique

La région Nord Pas de Calais dispose d'un potentiel éolien pouvant favoriser le développement de la filière éolienne. Cette filière éolienne peut devenir une source de diversification commerciale pour de nombreuses compétences à l'échelon de la Communauté de Communes du CAUDRESIS / CATESIS (4C)

Cependant, l'émergence de parcs éoliens, n'est pas évidente, elle suscite parfois une forte opposition locale, soulève aussi parfois des problèmes liés aux enjeux paysagers.

Si la France a su exploiter son potentiel hydraulique, elle affiche un certain retard dans la création et l'exploitation de son gisement éolien.

Pour maîtriser les projets, le Préfet de Région a créé un pôle éolien et des instances telles que : «Les Grands Témoins de l'Eolien», réunissant les Administrations, les Services, les Collectivités et les porteurs de projets. Ces Pôles ont édité sous forme de cahiers, des recommandations dans un «Cadre de Références».

La Commune de BUSIGNY 2566 habitants, s'étale sur une superficie de 1560 ha majoritairement dédiés à l'agriculture intensive en openfield. Cette commune possède comme document d'urbanisme un Plan d'Occupation des Sols POS approuvé en avril 2011

Ainsi, les espaces agricoles occupent une grande partie de l'espace. Les parcelles cadastrales prévues pour l'implantation des éoliennes sont composées de terres exploitées pour un usage agricole, de type «grandes cultures». Dans le périmètre d'étude rapproché, l'occupation du sol est également de type agricole.

L'habitat, sur cette Commune, est regroupé majoritairement en noyau urbain, toutefois des fermes isolées sont présentes sur le territoire.

La zone d'implantation des éoliennes se situe en ZONE NCe, dont le règlement du POS devra être modifié pour autoriser l'implantation des éoliennes.

1. Localisation du Projet :

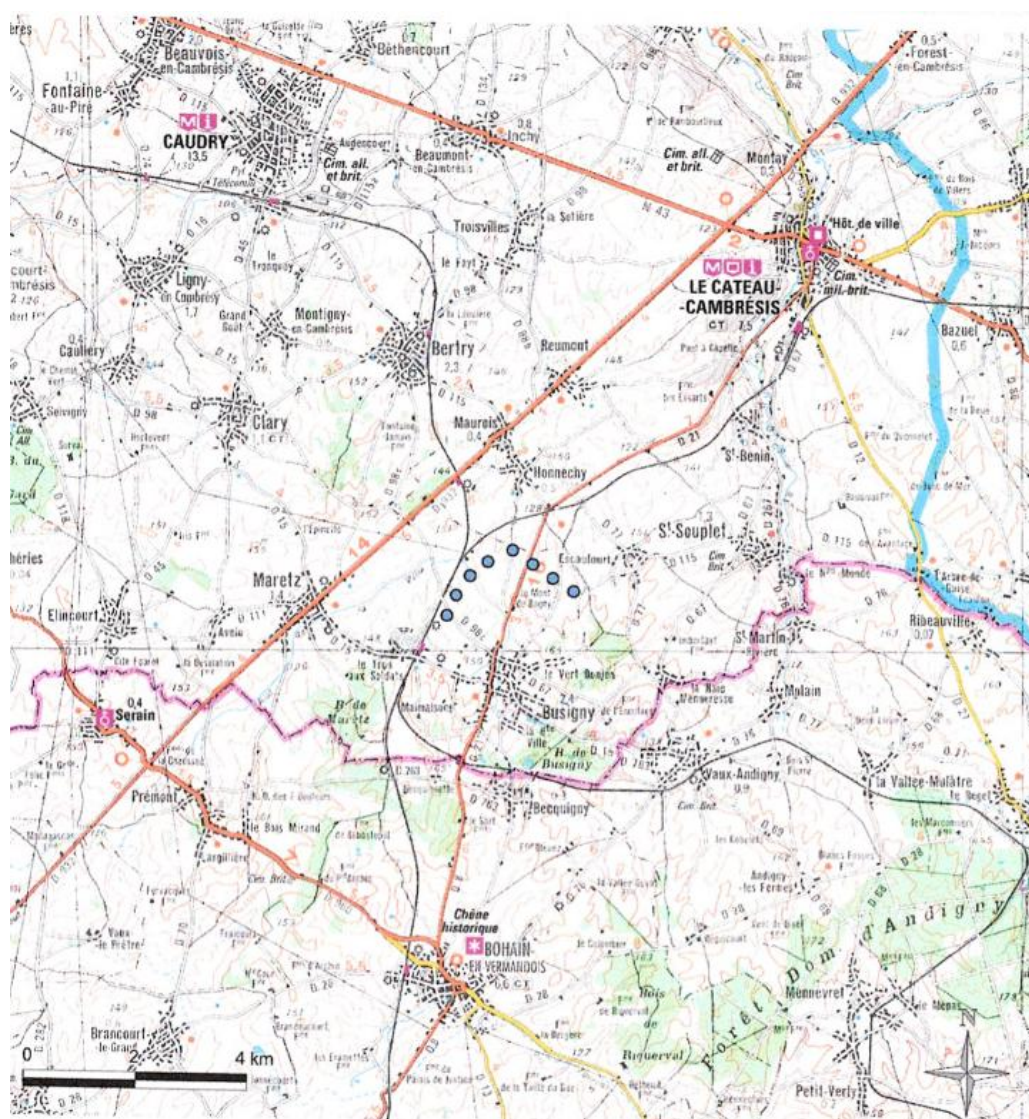
Ce projet est le résultat d'une démarche initiée en novembre 2007 dont les étapes clés furent les suivantes :

- Recherche du site à partir du Schéma Territorial Eolien du CAMBRESIS,
- Prise de contact avec les exploitants agricoles et les propriétaires fonciers du secteur en janvier 2008,
- Premier contact en mars 2008 avec la Mairie de BUSIGNY,
- Lancement de la pré-étude du projet éolien en avril 2008,
- Réunion avec la Communauté de Communes le 08 avril 2008,
- Rencontres avec le Maire de BUSIGNY en avril et juin 2008,
- Délibération du Conseil Municipal de BUSIGNY émettant un AVIS FAVORABLE à l'étude d'un projet éolien sur la Commune,
- Présentation du projet à la Communauté de Communes du CAUDRESIS en septembre 2009, puis en janvier 2009,
- Lancement des différentes expertises spécifiques (étude paysagère, écologique) de mars à mai 2009,
- Nouvelles rencontres avec le Maire de BUSIGNY en mai 2009 et octobre 2009,
- Lancement de la procédure de demande de Zone de Déploiement Eolien ZDE par la Communauté de Communes du CAUDRESIS en juin 2009,
- Délibération du Conseil Municipal de BUSIGNY émettant un AVIS FAVORABLE au dépôt d'un projet éolien sur le territoire communal,
- Création de la Communauté de Communes du CAUDRESIS – CATESIS 4C au 01 janvier 2010,
- Nouvelles rencontres avec le Maire de BUSIGNY en février et mars 2010,
- Présentation à la 4C du projet éolien en mai 2010,
- Lancement de l'étude sur le bruit et pré-étude sur la sensibilité du site,
- Rencontre avec le Maire de BUSIGNY en janvier 2011,
- Dépôt du dossier de demande de ZDE par la 4C avec Zonage sur la Commune de BUSIGNY en octobre 2011,
- Rencontre avec le Maire de BUSIGNY en novembre 2011,
- Fusion des Communes Espace Sud CAMBRESIS et Haute-Sambre Bois l'Evêque avec la 4C,
- Rencontre avec le Maire de BUSIGNY en janvier 2012,
- Décision en Conseil Municipal de modifier par enquête publique le POS afin de créer une nouvelle Zone NC(e) dans laquelle l'implantation d'éoliennes sera rendue possible 30 janvier 2012,
- Rencontre avec le Maire de BUSIGNY en mars 2012,
- Arrêté du Maire prescrivant l'enquête publique pour modification du POS,
- Enquête publique du 07 mai au 13 juin pour modification du POS,
- Remise du rapport, conclusions et avis favorable du Commissaire Enquêteur le 07 juillet 2012,

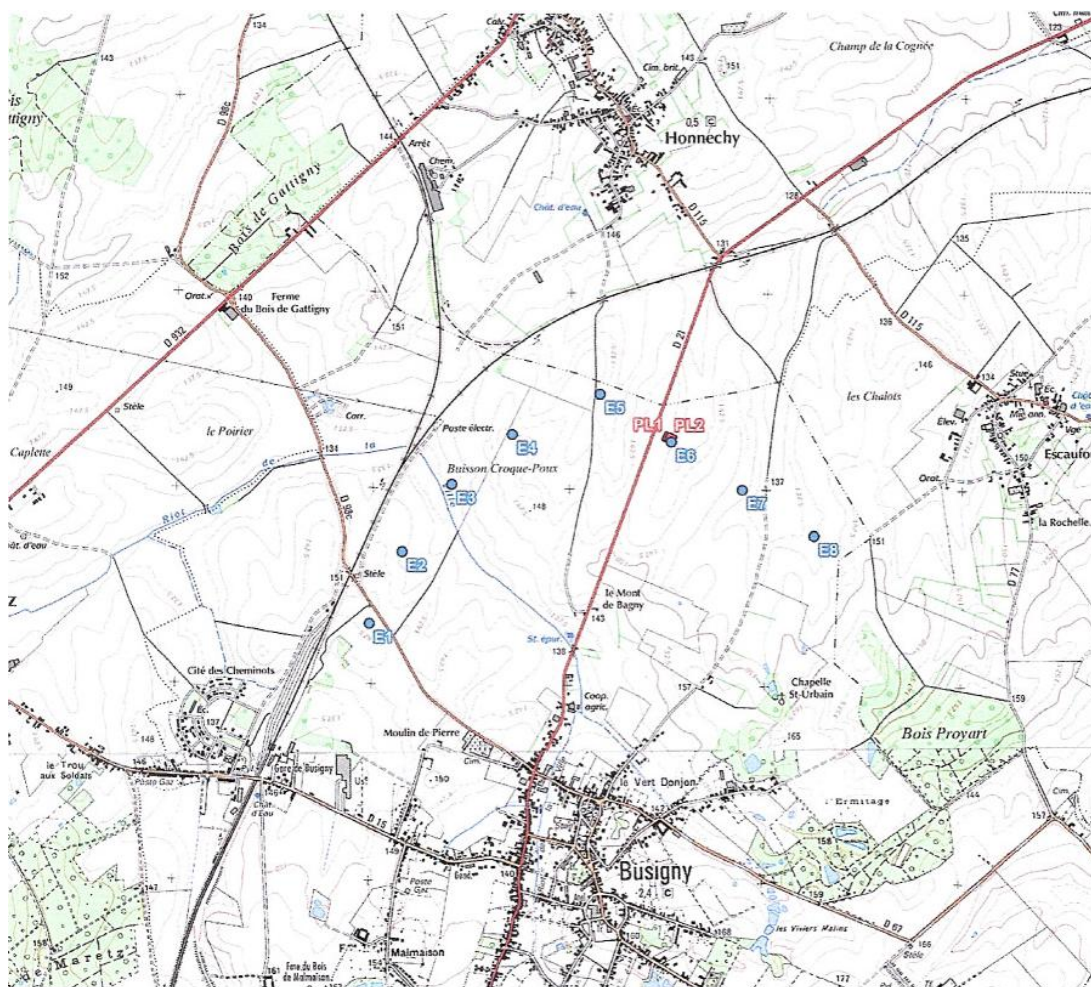
- Dépôt d'un second dossier de demande de ZDE suite à compléments d'information des services instructeurs, septembre 2012,
- Rencontre avec le Maire de BUSIGNY en octobre 2012,
- Janvier à octobre 2013 détermination des implantations et rédactions des demandes d'autorisation d'exploiter et des Permis de Construire,
- La loi 2013-312 dite Loi BROTTESS supprimant les ZDE et la quantité de 05 éoliennes minimum,
- Décision en Conseil Municipal de procéder à une nouvelle modification du POS par enquête publique le POS pour extension de la Zone NC(e) permettant ainsi l'implantation de l'EO1, 30 juillet 2013.

1.1. Périmètre Proche

Le site d'implantation localisé sur la Commune de BUSIGNY, Commune rattachée à la Communauté de Communes CAUDRESIS – CATESIS (4C), à proximité des villes moyennes de LE CATEAU CAMBRESIS, CAUDRY, BOHAIN EN VERMANDOIS, puis des villes de plus grande importance CAMBRAI pour le NORD et SAINT QUENTIN pour le département de l'AISNE.



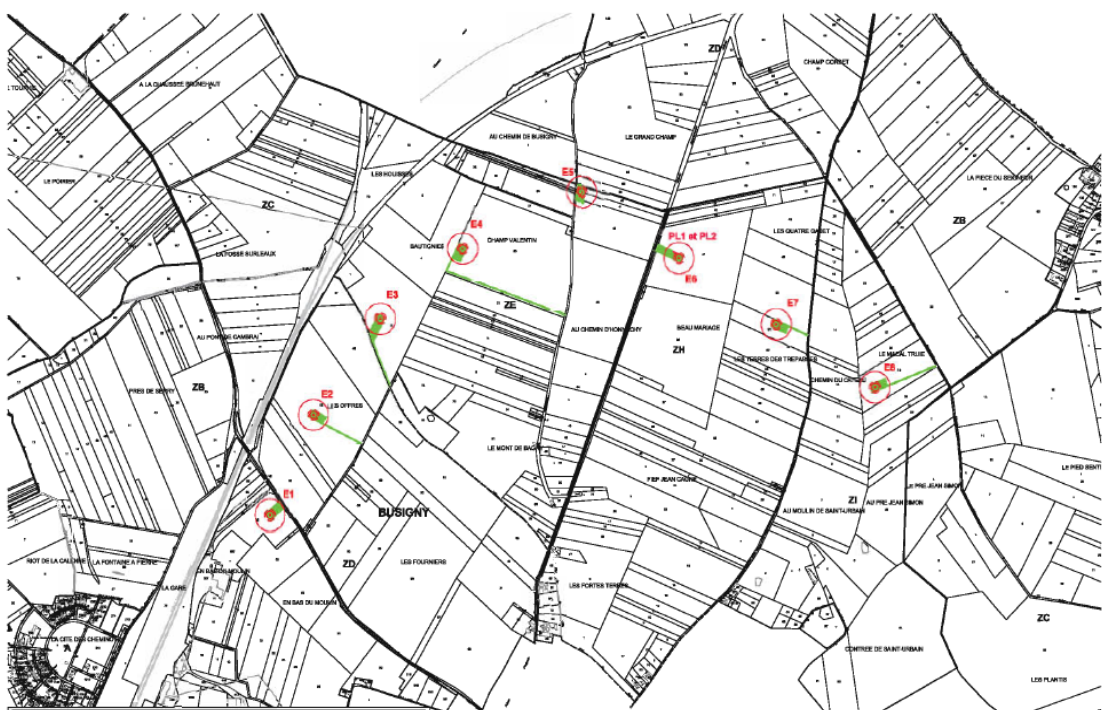
1.2. Implantation du Parc Eolien sur la Commune de BUSIGNY «Le MONT DE BAGNY»



Cette carte donne le positionnement des aérogénérateurs par rapport aux premières maisons d'habitation de la Commune de BUSIGNY et des Communes les plus proches : SAINT SOUPPLET – ESCAUFORT, HONNECHY, MARETZ.

1.3. Localisation des constructions :

	Parcelle	Lieu – dit	Commune	Altitude Terrain	Hauteur Eolienne
EOL 1	ZD 35	EN BAS DU MOULIN	BUSIGNY	146 m	156 m
EOL 2	ZD 46	LES OFFRES	BUSIGNY	140 m	156 m
EOL 3	ZE 5	LES OFFRES BAUTIGNIES	BUSIGNY	134 m	156 m
EOL 4	ZE 25	CHAMP VALENTIN	BUSIGNY	146 m	156 m
EOL 5	ZE 40	CHAMP VALENTIN	BUSIGNY	139 m	156 m
	ZE 41	CHAMP VALENTIN	BUSIGNY	139 m	156 m
SURPLOMB	ZD 85	LE GRAND CHAMP	HONNECHY		
	ZD 86	LE GRAND CHAMP	HONNECHY		
SURPLOMB		CHEMIN DE HONNECHY	HONNECHY		
EOL 6	ZH 41	BEAU MARIAGE	BUSIGNY	142 m	156 m
EOL 7	ZH 51	LES TERRES DES TREPASSES	BUSIGNY	142 m	156 m
EOL 8	ZI 29	LE MACAL TRUIE	BUSIGNY	139 m	156 m



1.4. Environnement Urbain :

Le tableau ci-dessous répertorie la distance de chaque éolienne par rapport à la maison d'habitation la plus proche, si la Cité des Cheminots se situe à environ 600m de la première éolienne EOL 1, la première maison de BUSIGNY se situe à 622m sur la D 21 a proximité de la coopérative agricole.

Sachant que sur la base de ces éléments et de façon conservatrice, la distance d'effets et de sécurité de 500 mètres est respectée.

	Habitation la plus proche	Distance
EOL 1	Cité des Cheminots	600 m
EOL 1	Moulin de Pierre	680 m
EOL1	Rue du Moulin (RD 15)	840 m
EOL 1	Rue des Frères DESJARDINS	960 m
EOL 1	SUD– EST village de MARETZ	1,2 Km
EOL 1	Nord village de MARETZ	1,7 Km
EOL 2	Rue des Frères DESJARDINS	960 m
EOL 3	Mont de BAGNY	910 m
EOL 4	Mont de BAGNY	1,1 km
EOL 5	Limite de l'entrée du village de HONNECHY	950 m
EOL 6	Limite de l'entrée du village de HONNECHY	1,2 km
EOL 7	Commune de SAINT SOUPPLET – ESCAUFORT	1,1 Km
EOL 8	Commune de SAINT SOUPPLET – ESCAUFORT	770 m

CHAPITRE II : OBJET DE LA DEMANDE

2. OBJET DE L'ENQUETE

La SEPE VENTS DU CAUDRESIS filiale D'ECOTERA dont le siège social est situé Le Polychrome 521 Boulevard du Président HOOVER 59000 LILLE a déposé une demande d'installation et d'exploitation d'un parc de :

- ✚ 08 éoliennes sur la Commune de BUSIGNY

Ces 08 éoliennes seront connectées à :

- ✚ 02 postes de livraison sur la Commune de BUSIGNY à proximité de l'aérogénérateur N° 6

Ce projet, de 08 éoliennes et de 02 postes de livraison, présenté aux acteurs locaux (Maires, Président de Communauté de Communes du CAUDRESIS - CATESIS)

Ce choix d'implantation, de 08 éoliennes et de 02 postes de livraison a reçu l'aval des acteurs locaux, est porté par l'ensemble des élus en charge de présenter aux habitants cette configuration.

Par délibération :

- ✚ En date du 27 juin 2008, le Conseil Municipal de BUSIGNY a donné un Avis Favorable à l'étude d'un projet de parc éolien sur sa Commune
- ✚ En date du 29 octobre 2009 le Conseil Municipal de BUSIGNY a donné un Avis Favorable au dépôt de projet Eolien sur sa Commune

Si lors de l'étude préalable, le présent projet, devait s'insérer au sein d'une Zone de Développement de l'Eolien ZDE du CAUDRESIS – CATESIS les démarches lancées auprès de la Préfecture de Région avait reçu un AVIS FAVORABLE, mais depuis la promulgation de la Loi 2013-312 dite Loi BROTTES la dénomination des ZDE était ainsi supprimée de même que la règle des 05 éoliennes.

A titre comparatif, Nous pouvons affirmer que le présent projet s'inscrit dans l'EX ZDE.

Le 31 octobre 2013 la SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS filiale d'ECOTERA déposait en Mairie de BUSIGNY 09 demandes de Permis de Construire pour :

- ✚ 08 éoliennes sur la Commune de BUSIGNY,
- ✚ 02 Postes de livraison sur la Commune de BUSIGNY.

Date	N° Permis de Construire	Aérogénérateur ou Poste de Livraison
31 octobre 2013	059 118 13 C01	EOL1
	059 118 13 C02	EOL2
	059 118 13 C03	EOL3
	059 118 13 C04	EOL4
	059 118 13 C05	EOL5
	059 118 13 C06	EOL6
	059 118 13 C07	EOL7
	059 118 13 C08	EOL8
	059 118 13 C09	PL 1 et PL2

L'obtention des Permis de Construire est liée d'une part :

- ✚ A l'autorisation d'exploiter au titre des ICPE Nomenclature 2980-1,
- ✚ A l'autorisation d'urbanisme au regard du règlement du POS pour la Zone, NCe, d'implantation considérée.

Chaque éolienne de marque SIEMENS de Modèle SWT-3.0-113 développe une puissance nominale unitaire de 3MW pour une tension de 690 v à une fréquence de 50 Htz chaque éolienne est dotée d'un rotor à 3 pales, la vitesse de rotation varie de 6 à 14 tours /mn, le diamètre est de 113m.

La vitesse minimum du vent requise pour le démarrage est de 3 m / s, la vitesse d'arrêt de l'aérogénérateur est de 25 m / s, la vitesse du vent pour un bon fonctionnement est compris dans une fourchette de 12 à 13 m / s

Le concept SIEMENS comprend :

- ✚ Une partie rotative composée d'une génératrice synchrone couplée au rotor fixée sur le moyeu assurant une vitesse lente de rotation, ce type d'entraînement direct réduit considérablement les bruits dits mécaniques.
- ✚ Un système électrique d'inclinaison des pales,
- ✚ Une unité d'alimentation au réseau composée d'un redresseur, d'un circuit de courant continu et des onduleurs modulaires.

CHAPITRE III : ETUDE DE DANGERS

L'étude de danger implique au porteur du projet l'ensemble des éléments qu'il doit apporter pour caractériser l'installation envisagée et son environnement.

L'étude de danger a pour objet de rendre compte de l'examen effectué par l'exploitant du parc éolien pour caractériser, analyser évaluer, prévenir et réduire les risques du parc éolien autant que technologiquement réalisable et économiquement acceptable, que leurs causes intrinsèques aux matières et substances utilisées, liées aux procédés mis en œuvre ou dues à la proximité d'autres risques internes ou externes à l'installation envisagée.

L'étude doit être proportionnée aux risques présentés par les éoliennes du parc de BUSIGNY

Le choix de la méthode d'analyse utilisée et la justification des mesures de prévention, de protection et d'intervention se doivent d'être adaptés à la nature, la complexité des installations et de leurs risques.

L'étude de dangers précise l'ensemble des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre sur le parc éolien de BUSIGNY mesures qui réduisent le risque tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des éoliennes à un niveau jugé acceptable par l'exploitant.

Cette étude de danger a permis une approche rationnelle et objective des risques encourus tant sur les personnes que sur l'environnement tout en respectant les principaux objectifs :

- Informer le public dans la meilleure transparence possible en lui fournissant des éléments d'appréciation les plus précis sur les risques,
- D'apprécier le niveau de ces risques et leur acceptabilité,
- Favoriser le dialogue technique avec l'Autorité Environnementale pour la prise en compte des éléments techniques dans l'Arrêté d'Autorisation d'Exploiter,
- Identifier les enjeux humains à proximité du site pour améliorer la sécurité afin de réduire les risques et d'optimiser la prévention.

Le Résumé Non technique de l'Etude de dangers synthétise de manière simple les principales informations destinées au public qui aurait voulu s'en inspirer.

3. CADRE REGLEMENTAIRE ET LEGISLATIF DE L'ETUDE DE DANGER

Loi 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE)

Arrêté du 15 décembre 2009 fixant des objectifs "ambitieux" pour l'éolien (19 000 MW pour les éoliennes terrestres),

Loi 2009-967 du 03 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (Grenelle I),

Loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE ou Grenelle 2) et plus particulièrement son article 90 fixant à 500 le nombre d'aérogénérateurs à installer par an en France. Cette loi soumet les éoliennes au régime d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE rubrique 2980),

Loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques,

Décret 2005-1170 du 13 septembre 2005 relatif aux ICPE,

Arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs

Le Décret 2011-984 du 23 août 2011 modifiant l'article R 511-9 du Code de l'Environnement créant la rubrique 2980 pour les installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent...

L'arrêté du 29 septembre 2005 sur les probabilités des accidents majeurs,

Décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 relatif à la sismicité,

L'Arrêté Ministériel du 26 août 2011 qui prévoit un certain nombre de dispositions par rapport à l'implantation, la construction, l'exploitation et la prévention des risques,

La circulaire du 10 mai 2010 "effets dominos"

La circulaire du 10 mai 2010 acceptabilité des risques

Les articles R – 511-1, R – 512- 1, R – 512-6-1, R – 512-31, R – 512-9 du Code de l'environnement,

Les articles L – 211-1, L – 511 – 1, L – 512 – 5, L – 515 – 8 du Code de l'Environnement

CHAPITRE IV : ETUDE D'IMPACT

4. GENERALITES

Le développement des énergies renouvelables, qui combinée à la maîtrise de la consommation de l'énergie a pour objectif : la réduction des émissions des gaz à effet de serre dans le cadre de la mise en œuvre :

- Du protocole de KYOTO,
- De la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 qui fixe des objectifs nationaux concernant la part des énergies renouvelables dans la consommation finale.

Pour la France, la part d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie doit s'élever à 23 % en 2020.

La France a donc inscrit dans la loi 2009 – 967 du 03 août 2009 (Grenelle I) son engagement à atteindre les 23 % d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie finale, ce programme concerne l'ensemble des filières

En ce qui concerne l'éolien terrestre, le gouvernement a, d'une part confirmé le tarif d'achat et d'autre part a engagé une démarche visant :

- A améliorer la planification territoriale, l'encadrement réglementaire et la concertation locale afin :
 - ❖ d'éviter le mitage du territoire,
 - ❖ de limiter les impacts sur le paysage, le patrimoine et la qualité de vie des riverains

4.1. CONTENU DE L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact constitue la pièce maitresse du dossier de demande d'autorisation à exploiter elle :

- Permet de concevoir le projet présentant le moindre impact environnemental,
- D'éclairer l'autorité administrative sur la décision à prendre,
- D'informer le public et de le faire participer à la prise de décision,
- De déterminer les mesures à mettre en œuvre pour la protection de l'environnement.

L'étude d'impact présente les éléments suivants :

- Le fonctionnement du parc éolien,
- Les raisons du choix du projet,
- Une analyse de l'état initial,
- Une analyse des effets potentiels du projet sur l'environnement,
- Une analyse des effets cumulés avec d'autres projets
- Les effets du projet sur la santé avec évaluations du risque sanitaire,
- La compatibilité avec les documents de planification du territoire,
- Une synthèse des impacts et des mesures associées,
- Les quinze mesures d'accompagnement pour éviter, réduire, compenser les impacts, les conséquences dommageables du projet sur l'environnement, la santé auxquelles vient s'ajouter l'estimation des dépenses correspondantes

- La méthodologie pour la réalisation de l'étude d'impact,
- Une analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement,
- La remise en état du par cet du site,
- Les difficultés rencontrées.

Pour réaliser ces immenses supports les intervenants ont œuvré de la manière suivante pour :

- L'étude générale de coordination des expertises a été dirigée par ECOTERA DEVELOPPEMENT,
- L'expertise Ecologique a été confiée au cabinet O2 ENVIRONNEMENT,
- L'étude d'impact sonore au cabinet ACAPELLA " CADNA A ",
- L'étude d'impact et paysagère au cabinet ACWA

Au regard des références et bibliographie Nous constatons que plus de 800 documents, sites internet, cahiers et mémoires, Schémas Régionaux ont été consultés et respectés pour rédiger ces documents soumis à l'Autorité Environnementale avant lancement de l'enquête publique.

Ici également le Résumé Non technique de l'Etude d'impact sur la santé et l'environnement synthétise de manière simple les principales informations destinées au public qui aurait voulu s'en inspirer avant peut être de s'égarer dans ces volumineux documents.

4.2. CADRE REGLEMENTAIRE ET LEGISLATIF DE L'ETUDE D'IMPACT

Les directives du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1985 85/337/CE et 85/327/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement directive modifiée le 3 mars 1998 qui apparaît dorénavant sous l'appellation 97/11/CE

La loi 76 – 629 du 10 juillet 1976 article 2 qui porte obligation sur la prise en compte de l'environnement

La loi 2003 – 8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité,

Loi 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE)

Loi 2005-1319 du 26 octobre 2005 disposition des études d'impact en matière de droit communautaire

Loi 2009-967 du 03 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (Grenelle I),

Loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE ou Grenelle 2) et plus particulièrement son article 90 fixant à 500 le nombre d'aérogénérateurs à installer par an en France. Cette loi soumet les éoliennes au régime d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE rubrique 2980),

La loi 2013-312 dite loi BROTTE du 16 avril 2013 suppression des zones de développement de l'éolien (ZDE).

L'Arrêté Ministériel du 26 août 2011,

Le décret 2011 – 984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des ICPE,

Les décrets 2011 – 18 et 2011-19 du 29 décembre 2011 pris pour application de la loi 2010-788 (Grenelle 2 ou ENE)

Le décret 2009- du 30 avril 2009 fixant le rôle de l'autorité environnementale

La circulaire du 27 septembre 1993 qui fait apparaître le nom des participants aux études préparatoires

Le Code de l'Environnement et ses articles R 122-3 R 122-8, R123-1, L 122-1 à L122-3 et L 123-3, L 220 et suivants

Le Schéma Régional Eolien en Nord – Pas de Calais (SRE) et ses annexes,

Le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie (SRCAE) et son arrêté d'approbation



Arrêté du 17 juin 2014 paru au JO du 1^{er} juillet 2014, cet arrêté fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par des installations utilisant l'énergie mécanique du vent implantées à terre



Décret 2014-760 du 02 juillet 2014 paru au JO du 4 juillet 2014, ce décret modifie le seuil de puissance installée au-dessus duquel les installations de production d'électricité d'origine renouvelable sont raccordées dans le cadre d'un Schéma Régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables. Ce seuil est porté de 36 à 100KVA

4.3. LE BRUIT :

Le bruit généré par une éolienne a deux origines : le bruit mécanique et le bruit aérodynamique :

- ✓ Le bruit mécanique est créé par les différents organes en mouvement (engrenages à l'intérieur du multiplicateur). Ces dix dernières années, les émissions sonores ont été réduites grâce aux innovations technologiques suivantes : multiplicateurs actuels spécialement conçus pour les éoliennes, entraînement direct, réduction des phénomènes vibratoires, capitonnage de la nacelle afin de réduire les bruits centrés dans les moyennes et hautes fréquences.

Dans le cas présent le bruit est réduit au maximum vu que ce type d'aérogénérateur SIEMENS de Modèle SWT-3.0-113 est à entraînement direct ;

- ✓ Le bruit aérodynamique émis par le freinage du vent et son écoulement autour des pales et du mat (sifflement). L'utilisation de profils et de géométries de pales spécifiques à l'éolien permet de réduire cette source sonore.

De plus, contrairement à d'autres équipements, le bruit émis par un parc éolien est fonction de la vitesse du vent. A l'arrêt, aux très faibles vitesses de vent, les éoliennes ne produisent ni énergie ni bruit. Aux vitesses moyennes (plus de 15 kilomètres/heure), les éoliennes entrent en mouvement, produisant de l'électricité et émettant du bruit ; mais, parallèlement, l'action du vent sur le milieu ambiant (végétation, obstacles, ...) va entraîner une augmentation du niveau sonore environnant, plus rapide que celui des éoliennes. Le bruit du vent vient alors couvrir celui de l'éolienne.

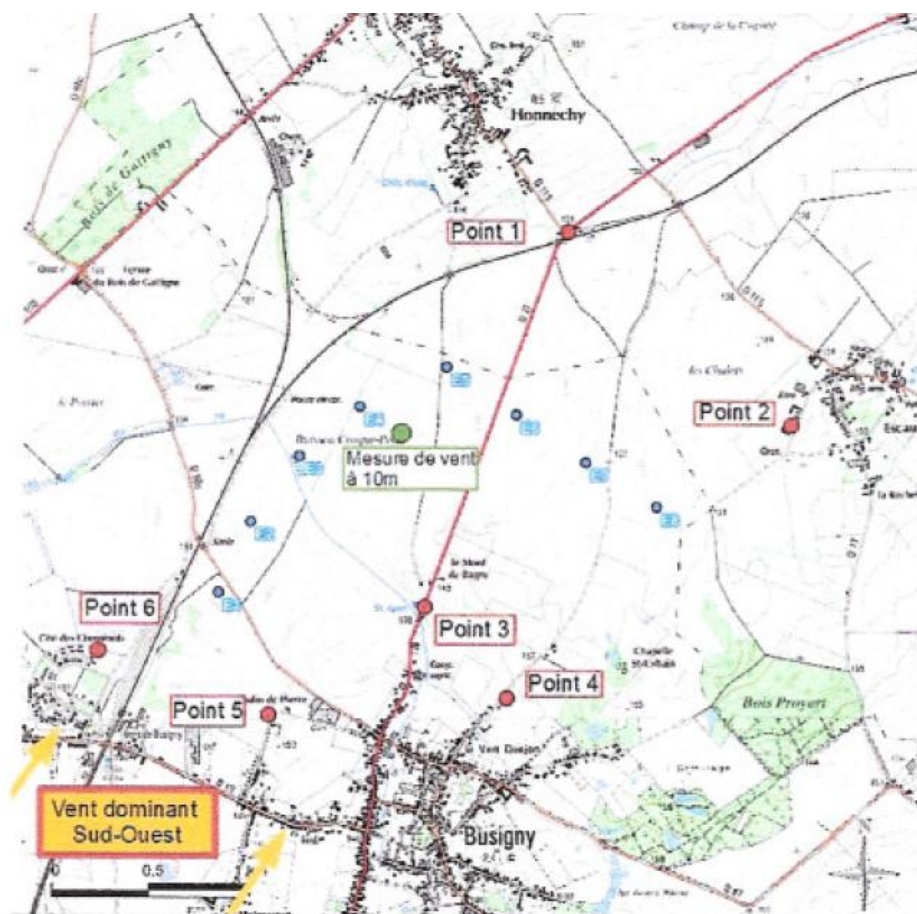
L'intégration de ce nouveau parc à proximité d'une source de bruit existante représentée par le Réseau Ferré de France / SNCF en pleine extension de par la création d'une bretelle de contournement.

Pour le parc de BUSIGNY le bruit des éoliennes sera cumulatif au bruit bien qu'intermittent engendré par l'augmentation de la fréquence de passage des convois de ferroviaires.

Le logiciel WINDPRO, logiciel le plus utilisé par les acousticiens, sert également avec son module SHADOW aux calculs des ombres portées, permet de tracer les courbes iso phoniques (d'égal niveau sonore) autour des éoliennes. Ces courbes matérialisent la propagation du son. Le modèle de calcul tient également compte de la topographie, de l'occupation du sol, de l'absorption acoustique du sol, de l'atténuation atmosphérique et des données météorologiques (rose des vents) enregistrées sur le site. Dans la pratique, l'éloignement de plus de 620 m de tout riverain permet de s'affranchir de toute nuisance résiduelle

L'étude d'impact acoustique a été réalisée par le cabinet ACAPELLA afin de déterminer le niveau d'émergence de bruit généré par les éoliennes. Les résultats de cette campagne de mesures sont repris dans le dossier de l'étude d'impact Chapitre 5 au paragraphe 5.3 et suivants pages 331 à 365, l'ensemble de ces études sonores ont été réalisées par ACAPELLA pour le compte de la SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS.

4.3.1. Localisation des points de mesures



4.3.2. Tableau récapitulatif du degré de perception :

REF	LOCALISATION	DEGRE DE PERCEPTION
Point 1	HONNECHY 7, Route du CATEAU Domicile de M. et Mme CORNU	Trafic ferroviaire Trafic routier RD 21 Activités agricoles Bruissement dans les arbres Bruits de la nature
Point 2	ESCAUFOURT 10, rue de BUSIGNY Domicile de Mme MOREAU L'éolienne la plus proche est la N° 8	Trafic routier Activités agricoles Bruissement dans les arbres Bruits de la nature
Point 3	HAMEAU DU MONT DE BAGNY 3, rue des Frères DESJARDIN Domicile de Mme COCHET Entrée Nord de BUSIGNY à équidistance des 8 aérogénérateurs	Trafic routier RD 21 Activités agricoles Bruits de la nature
Point 4	SUD EST de BUSIGNY 14, rue du Calvaire Domicile de M. MACAIGNE Sortie de BUSIGNY vers les espaces agricoles à équidistance des 8 aérogénérateurs	Activités agricoles Bruits de la nature
Point 5	MOULIN DE PIERRE 5, rue du MOULIN Domicile de M. LESSELIN Sud du site d'implantation à proximité de l'espace agricole, éolienne la plus proche N° 1	Activités agricoles Bruissement dans les arbres Bruits de la nature Bruits familiaux du Hameau
Point 6	La Cité des Cheminots 20, rue du général de Gaulle Domicile de M. GUYOT	Trafic ferroviaire Activités agricoles Bruits familiaux Bruits de la nature

Nous rappelons ici que ces relevés ont été effectués selon deux zones et en deux phases (hivernale et printanière, n'englobant pas l'ensemble des points de mesure en même lieu et en même temps.

Dans notre procès-verbal de synthèse nous demanderons un complément d'information sur cette méthodologie.

4.4. IMPACT SUR LA SANTE

Il est courant d'entendre des craintes exprimées sur la santé vis-à-vis :

- des champs électromagnétiques
- des basses fréquences sonores (infra sons, ultrasons),

En fait, ces émissions sont d'intensités très inférieures aux seuils d'exposition définis et nettement insuffisantes pour engendrer un risque pour la santé et des interactions sur :

- Les perturbations du sommeil suivant les saisons,
- Les cellules immunitaires,
- Les troubles chroniques du sommeil,
- Le métabolisme cellulaire,
- La synthèse des protéines,
- La membrane cellulaire et les flux calciques,

4.5. ANALYSE DES RISQUES

La prise en compte de la présence de lignes électriques, de conduite de transport de gaz à proximité du futur site, de voies ferrées, du risque de chute sur les voiries routières, ont conduit le porteur de projet à demander un complément d'informations et d'études vis-à-vis de l'ensemble des concessionnaires :

Gaz de France et GRT Gaz, Electricité de France et RTE pour la ligne haute tension, RFF, le Département pour les voiries routières.

En réponse à ce complément d'information les concessionnaires ont fait ou feront parvenir au pétitionnaire, les recommandations et les préconisations d'usage à respecter aux abords des canalisations de transport de gaz et des lignes de transport d'électricité. Ces informations seront également mises à la disposition de l'Autorité Environnementale dans le cadre de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

4.6. IMPACTS SUR LES ONDES HERTZIENNES, RADARS MILITAIRES ET CIVILS :

Un faisceau hertzien de l'Armée (GROUGIS – DOUAI) est répertorié à plus de 700 du parc éolien, il appartient aux Services des Télécommunications des Armées, qui consultées doivent apporter au pétitionnaire les recommandations et les préconisations d'usage.

Le Radar de Météo France de TAISNIERE EN THIERACHE se situe à 25 km du site et ne se trouve pas impacté par le balayage des aérogénérateurs.

- Deux lignes de transport d'électricité à haute et très haute tension,
- L'aviation civile déterminant l'altitude de 304 m NGF à ne pas dépasser par les éoliennes,
- Des restrictions concernant l'Armée de l'Air.

Seul le Radar de Détection Aérienne de la Base de Cambrai dont le démontage programmé en 2014 se situe dans un périmètre compris entre 20 et 30 km, périmètre dit de coordination dont l'avis reste soumis à accord des Autorités de la Défense Aérienne pour la Zone Nord – Est , durant l'enquête les réponses à la consultation de la ZAD Nord – Est n'était pas jointe au présent dossier.

4.7. RACCORDEMENT AU RESEAU ELECTRIQUE

Les éoliennes de BUSIGNY pourront être raccordées au réseau ERDF dès l'acceptation du Permis de Construire et après demande auprès des concessionnaires RTE et ERDF conformément aux dispositions prises dans le Schéma Régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables de la région Nord – Pas de Calais version définitive de mai 2013.

La loi n° 2009-967 du 3 août 2009

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010

L'article L.222-1 du code de l'environnement,

Le schéma régional éolien (SRE),

L'article L.321-7 du Code de l'énergie,

Le décret n° 2012-533 du 20 avril 2012

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires précitées, RTE définit ainsi dans le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des énergies Renouvelables S3R les ouvrages à créer ou à renforcer pour atteindre les objectifs fixés dans le SRCAE ainsi qu'un périmètre de mutualisation entre les producteurs du coût des ouvrages électriques à construire afin de permettre l'évacuation de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables.

Nous pouvons ajouter ici qu'un nouveau décret et un nouvel Arrêté sont parus au JO :



Arrêté du 17 juin 2014 paru au JO du 1^{er} juillet 2014, cet arrêté fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par des installations utilisant l'énergie mécanique du vent implantées à terre



Décret 2014-760 du 02 juillet 2014 paru au JO du 4 juillet 2014, ce décret modifie le seuil de puissance installée au-dessus duquel les installations de production d'électricité d'origine renouvelable sont raccordées dans le cadre d'un Schéma Régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables. Ce seuil est porté de 36 à 100KVA

4.8. LE SOL, LE SOUS-SOL, L'EAU

Situé dans une zone agricole le projet de BUSIGNY est hors zone répertoriée au Dossier Départemental des Risques Majeurs :

- Sismique (Niveau 2),
- De mouvement de terrain,
- D'inondations,
- De ressources aquifères.

Les risques de pollution de la nappe phréatique sont liés à l'activité agricole intense, à une activité industrielle faible dont le risque principal est un nombre important de dépôts de carburants

Les impacts du projet qu'ils soient géologiques, hydrogéologiques, géotechniques ont fait l'objet d'études et d'essais ceux-ci sont détaillés dans l'Etude d'Impact au chapitre 3 Analyse de l'Etat Initial < Milieu Physique > et n'apportent pas de remarques particulières.

Le risque de pollution par les éoliennes est très faible.

4.9. LA FAUNE ET LA FLORE

Les experts écologiques du Cabinet O2 ENVIRONNEMENT ont réalisé dès 2009 une expertise écologique complémentaire à l'étude d'impact sur le site d'implantation du MONT DE BAGNY. Cette expertise figure au Chapitre 3 Analyse de l'Etat Initial de l'aire d'étude.

Expertise écologique sur la Flore :

La végétation est liée au système de culture en Openfield auxquels s'ajoutent des espaces des boisements, des accotements herbacés le long des routes, des voiries communales.

Aucune plante protégée présentant une rareté ou une menace élevée n'a été identifiée dans l'aire d'étude.

Expertise écologique sur la Faune :

L'expertise écologique établie par O2 ENVIRONNEMENT sur l'avifaune :

Plusieurs espèces ont été identifiées parmi lesquelles on retrouve :

- ✓ des oiseaux nicheurs,
- ✓ des oiseaux migrateurs et hivernants,
- ✓ des oiseaux inféodés aux zones humides qui se rendent quotidiennement sur site pour y trouver leur nourriture,
- ✓ des mammifères,
- ✓ des amphibiens et reptiles,
- ✓ des espèces classées de gibier,
- ✓ des insectes.

D'autres espèces plus communes au niveau national sont présentes dans l'aire d'étude telles la Tourterelle des bois, l'Hirondelle rustique, l'Alouette des Champs, la Perdrix grise.

Parmi les espèces remarquables constituant le patrimoine avifaune, Nous trouvons trois espèces de Busards : le Busard des roseaux, le Busard Cendré est le Busard Saint Martin, certaines de ces espèces ne sont pas concentrées dans la zone agricole qui constitue pour eux des écosystèmes et des biotopes secondaires.

Dire que les éoliennes sont néfastes au repeuplement de ces oiseaux nicheurs, le monde agricole est aussi dangereux dans le processus de repeuplement.

• Chiroptères :

Le cas des Chiroptères, potentiellement présents sur le site ont été considérés, néanmoins les avis, les études et observations montrent que le site n'est pas des plus favorables aux chauve – souris. Leur présence se situe en milieu arboré ou proche des habitations isolées.

Parmi les espèces potentiellement présentes et / ou pouvant traverser le site Nous retrouvons des pipistrelles communes, des pipistrelles de KHUL, la Sérotine Commune, la Noctule commune.

Les contraintes liées aux chiroptères sont identifiées.

Si beaucoup d'experts s'attardent sur la disparition de ces espèces, un point essentiel est souvent oublié celui des risques sanitaires que peuvent générer les chiroptères, porteurs de virus tels que : Rougeole, oreillons, pneumonie, grippe ou encore encéphalites chez l'homme, maladie de Carré chez le chien, peste des petits ruminants. Les chercheurs ont découvert 60 nouvelles espèces d'agents pathogènes appelés paramyxovirus et ils viennent surtout d'observer, chez les chauves-souris, des formes génétiquement très proches de ces virus que l'on pensait spécifiques à l'homme. Dès lors, l'existence d'un tel réservoir animal compromet les espoirs d'éradication de certaines maladies humaines comme par exemple la rougeole.

Ces informations non négligeables ont fait l'objet d'un rapport de l'Université de MONTPELLIER 1 et 2 et consultables à l'adresse suivante : [UMR Maladies infectieuses et vecteurs : écologie, génétique, évolution et contrôle - Mivegec \(IRD / CNRS / Universités Montpellier 1 et 2\)](#)

- **Autres taxons faunistiques,**

Dans cette rubrique sont répertoriés les amphibiens, hors chiroptères et les reptiles. Cette population, (grenouille, crapaud, Alyte accoucheur) est très peu représentée dans l'aire d'étude, une présence se manifeste près des boisements et d'un plan d'eau se situant dans l'aire d'étude.

Aucune mesure compensatoire n'est prévue à l'encontre des taxons faunistiques dans le présent projet mais une recommandation de l'Autorité Environnementale incite le développeur à maintenir en état cette mare où les amphibiens y ont été répertoriés.

- **Mammifères,**

Quant aux mammifères répertoriés sur le site d'étude ils se composent de Chevreuils, de sangliers, de Lièvres bruns, de Lapins de garenne, de Taupe, de Renards roux, de Belettes, de Fouines, d'Hermines, de Hérissons, de blaireaux mammifères très communs des plaines agricoles où la Fédération Départementale des Chasseurs, les Sociétés de Chasse s'emploient à préserver leur repeuplement pour le gibier et à réguler les prédateurs.

Nous retrouvons dans ce dossier la prise en compte et le respect des directives données dans le Schéma de Cohérence Régional de l'Air et de l'Energie, du Schéma Régional de l'Eolien

Si la survie de ces populations concernées incombe aux porteurs de projet, Nous souhaiterions y associer le monde agricole qui fait autant de dégât si non plus sur l'ensemble de la faune.

4.10. HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL

L'accès au parc éolien est dit ouvert, les dangers sont faibles. Seul le personnel de maintenance est habilité à accéder à la nacelle. Toute une procédure de consignes de sécurité est mise en place pour accéder aux locaux techniques.

4.11. SECURITE INCENDIE

La surveillance permanente, à distance, des paramètres de fonctionnement, permet de stopper immédiatement les éoliennes. Des extincteurs à CO2 spécifiques aux flux électriques sont positionnés dans la nacelle, dans le local technique au pied de chaque éolienne.

En cas de vitesses de vent extrêmes, les éoliennes ici installées répondent aux normes IEC 61400-1 et peuvent résister à des vitesses de l'ordre de 220 Km/h.

En cas de fortes rafales la rotation est stoppée, les pales sont alors positionnées en drapeau.

Chaque éolienne est protégée de la foudre quel que soit l'élément foudroyé.

4.12. REMISE EN ETAT

Au terme de l'exploitation, le site sera remis à l'état initial par :

- Le démontage des éoliennes,
- La destruction des fondations
- La remise à l'état initial des chemins d'accès,
- L'évacuation des remblais.

4.13. ETUDE PAYSAGERE

Confiée au Cabinet d'Etudes ACWA ce vaste sujet ou les divergences pour « forger » collectivement une vision partagée du territoire et une acceptation de l'aménagement du paysage induit par les éoliennes ne parvient jamais à concilier partisans et détracteurs.

La perception du paysage est forcément plurielle, les valeurs, les représentations, les impressions associées à un paysage sont multiple, cette perception n'est pas non plus figée dans le temps.

Lorsqu'on plante une éolienne on ne modifie pas le paysage mais on crée un nouveau paysage.

La zone, d'implantation des huit aérogénérateurs, est un plateau agricole à l'écart des habitations.

L'expertise paysagère qui accompagne le projet éolien présente l'état initial du paysage et par le biais de photomontages permet de mesurer les efforts entrepris pour minimiser les impacts qu'apporterait l'implantation des éoliennes dans une aire visuelle comprise entre 2 et 15 km.

Se basant sur le Guide de l'Etude D'Impact sur l'environnement des parcs éoliens actualisés en 2010, les sujets suivants ont été traités :

4.14. LE MILIEU HUMAIN

La Commune de BUSIGNY est considérée comme rurales à faible population BUSIGNY compte 2566 habitants sur une superficie de 1560 ha, l'habitat est groupé en centre bourg, les possibilités d'extension sont faibles. L'agriculture en openfield y est prépondérante, des élevages bovins sont encore présents sur ce secteur proche de l'Avesnois et de la Thiérache.

Les activités de service sont peu représentatives.

Les infrastructures routières sont peu nombreuses et souvent empruntées par les équipements agricoles, la RD 21, RD 15, RD 98C RD 932, et la RD 77 sont les plus fréquentées par les automobilistes pour se rendre :

- sur leur lieu de travail,

- vers les zones artisanales et commerciales.

Aucun établissement recevant du public n'est répertorié à proximité du site

Le tourisme se manifeste :

- Par des sites culturels de recueillement et de pèlerinage (chapelles, source),
- Par des chemins de randonnées non pas à proximité du site mais vers SAINT SOUPPLET,
- Par le tourisme de Mémoire avec la présence de cimetières du COMMONWEALTH,
- Par la mythique course cycliste PARIS – ROUBAIX.

4.15. ETAT INITIAL DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE

Aucune Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ZPPAUP n'est incluse dans le périmètre proche de l'étude.

Dans l'aire d'étude intermédiaire l'ancien château de BUSIGNY y est répertorié comme monument historique inscrit ayant fait l'objet d'un arrêté le 20 mars 1978.

Dans le périmètre d'étude éloigné Nous retrouvons pour :

CAUDRY : 1 monument historique inscrit

LE CATEAU CAMBRAISIS : 3 monuments historiques classés, 4 monuments historiques inscrits.

BOHAIN EN VERMANDOIS (02) : 1 monument historique inscrit

SERAIN (02) : 1 monument historique inscrit

BOUSSIERES EN CAMBRAISIS : 1 monument historique inscrit

CARNIERES : 1 monument historique inscrit

ESNES : 1 monument historique inscrit

ESTOURMEL : 1 monument historique inscrit

HAUSSY : 1 monument historique classé

INCHY : 1 monument historique inscrit, 1 monument historique classé

LES RUES DES VIGNES : 1 monument historique classé

NEUVILLE EN AVESNOIS : 1 monument historique inscrit

ORS : 2 monuments historiques inscrits

RIEUX EN CAMBRAISIS : 1 monument historique classé

SAINT AUBERT : 1 monument historique classé

AISONVILLE – BERNOVILLE (02) : 1 monument historique inscrit

BEAUREVOIR (02) 1 monument historique classé

FRESNOIS LE GRAND (02): 1 monument historique classé

GOUY(02) : 1 monument historique classé

GRAND VERLY (02) : 1 monument historique inscrit

GUISE (02): 1 monument historique classé, 1 monument historique inscrit

MACQUIGNY (02): 1 monument historique classé

VADENCOURT (02) : 1 monument historique inscrit, 1 monument historique classé

VENDHUILE (02) : 1 monument historique inscrit

Nous pouvons en déduire malgré un patrimoine architectural relativement riche représenté par de nombreux sites inscrits et de sites classés la perception du parc éolien du MONT DE BAGNY depuis ces sites sera très faible eu égard la topographie et les masques naturels de végétation.

4.16. LES SITES ET PAYSAGES

Le site NATURA 2000 (Zones Spéciales de Conservation, Zones de Protection Spéciales et les Sites d'Importance Communautaires) sont suffisamment éloignés du projet pour subir des effets directs et indirects du présent projet.

Compte tenu de l'éloignement aucune incidence du projet n'est à attendre sur les sites NATURA 2000.

Une ZNIEFF de type 1 longe le projet dans sa partie Nord – Est et englobe le Bois de MARETZ et le plateau de BUSIGNY, cette ZNIEFF de type1 se situe à 280 m du projet cette zone a été prise en considération dans le volet de l'état initial de l'étude d'impact.

Le projet se situe nettement en dehors des zones humides identifiées dans le SDAGE du Bassin Artois – Picardie et le SAGE de l'Escaut aucune zone humide n'est recensée dans ces deux schémas

Le projet éolien du MONT DE BAGNY est compatible avec le «SDAGE ARTOIS PICARDIE» et le «SAGE ESCAUT»

Ce site d'implantation reste potentiellement sensible aux sites archéologiques suite aux découvertes :

D'une nécropole mérovingienne

De vestiges gallo-romains,

D'une station moustérienne (industrie lithique de fabrication d'outils en pierre taillée), cette découverte se situe non loin de l'aire d'étude.

- La notion d'impact visuel,
- La notion de création de paysage et de son évolution,
- La perception visuelle qui varie en fonction de la position et/ou de la situation de l'observateur, des écrans naturels, des conditions météorologiques, des angles de vue,
- Les éléments de découverte autour du site (lieux de vie, axes routiers),
- La Co visibilité entre parcs

Les éoliennes de ce parc présentent une esthétique plus technologique, éloignées de l'aspect massif et rustique des moulins d'autrefois. Elles ne sont pas là pour le plaisir des yeux mais pour répondre aux enjeux que pose la production d'énergie en termes de développement durable. Il est important de signaler que l'implantation d'éoliennes, qui contrairement à beaucoup d'équipements est parfaitement réversible et sans conséquences à long terme.

Chacune de ses études font et feront l'objet de mesures compensatoires, Nous les retrouvons dans l'Etude d'Impact Environnemental, d'autres pourront venir les compléter au regard des remarques ou suggestions faites et inscrites par le public.

CHAPITRE V: COMPOSITION DU DOSSIER

5. COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS A ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier d'Implantation d'un Parc Eolien sur la Commune de BUSIGNY est déposé par la SARL les VENTS du CAUDRESIS Le Polychrome 521 Boulevard du Président HOOVER 59000 LILLE se décompose de la manière suivante :

- + Une Lettre de Demande Notice Descriptive (partie 1)
- + Un Résumé Non Technique de l'Etude d'Impact Santé et Environnement (partie2),
- + Une Etude d'Impact Santé et Environnement (partie 3A),
- + Une Etude d'Impact paysager (partie 3B),
- + Une Etude d'Impact Paysager,
- + Un Résumé Non Technique de l'Etude de Dangers (partie4),
- + Une Etude de Dangers (partie 5)
- + Une Notice d'Hygiène et de Sécurité (partie 6),
- + Plans Réglementaires comprenant les plans des abords de l'installation 1/2 et 2/2 à l'échelle 1/2500, les Plans d'Ensemble de l'installation 1/4, 2/4, 2/4, 4/4 à l'échelle 1/1000, une carte de localisation de l'installation au 1/25 000,

Deux dossiers comprenant les :

- + Demandes de Permis de Construire Dossier succinct,
- + Demandes de Permis de Construire pour les éoliennes 1 à 8 et les Postes de Livraison.
- + UN CD ROM sur lequel est gravé le dossier soumis à l'enquête publique.
- + L'Avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 avril 2014.
- + Les AVIS des Organismes Consultés

La liste des organismes consultés n'a pas obligation d'être jointe au dossier, les Avis connus du pétitionnaire et intégrés au dossier sont :

- Un courrier adressé au Commandement de la Défense Aérienne et des Opérations Aériennes (CDAOA) en date du 20 novembre 2011,
- Avis du Commandement de la Zone Aérienne de Défense Nord en date du 09 janvier 2013,
- Direction Régionale des Affaires Culturelles DRAC
- Avis de Météo France en date du 30 décembre 2011,
- Consultation et Avis de GRT GAZ en date du 12 01 2012,
- DICT et Recommandations de RTE relatives à l'enfouissement des réseaux.

Le dossier Nous paraît en conformité au regard des articles L 122 – 1 et R 122 – 3 du Code de l'Environnement, au Guide de l'Etude d'Impact sur l'environnement (sauf chapitre 9 qui n'est plus applicable) et du Guide de l'Aménagement Paysager.

CHAPITRE VI : PUBLICITE

6. PUBLICITE REGEMENTAIRE :

L'enquête a fait l'objet, d'un affichage sur les panneaux Communaux dédiés à cet effet en façade des Mairies de :

COMMUNES		Vérification Affichage Par Constat d'Huissier
BUSIGNY (Siège)	SAINT BENIN	X
	SAINT SOUPPLET	X
BERTRY	TROIVILLES	X
CAUDRY	BECQUIGNY	X
CLARY	BOHAIN EN VERMANDOIS	X
ELINCOURT	BRANCOURT LE GRAND	X
HONNECHY	LA VALLEE MULÂTRE	X
LE CATEAU CAMBRESIS	MOLAIN	X
MARETZ	PREMONT	X
MAUROY	SAINT MARTIN RIVIERE	X
MONTIGNY EN CAMBRESIS	SERAIN	X
REUMONT	VAUX ANDIGNY	X

- D'un affichage sur les sites d'implantation du parc éolien.
- Ces affichages ont fait l'objet d'un constat d'Huissier qui sera joint au présent rapport sous forme de PROCES VERBAL DE CONSTAT et dressé les :
 - 16 juin 2014,
 - 02 juillet 2014,
 - 15 juillet 2014,
 - 30 juillet 2014.
- Publication dans les journaux régionaux :
 - LA VOIX DU NORD
 - LA GAZETTE NORD PAS DE CALAIS :
- La SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS de par le Chef de Projets : ECOTERA DEVELOPPEMENT SAS représenté par M. Antoine BREBION 521 Boulevard du Président HOOVER le Polychrome 59000 Lille (03.20.37.60) s'engageait à répondre et à fournir toutes les informations relatives au présent projet. Un lien d'accès au dossier informatisé pouvait être autorisé sur demande auprès du pétitionnaire.

- La Préfecture du NORD a procédé à la mise en ligne de :
 - ✓ L'Avis d'Ouverture d'Enquête,
 - ✓ L'Avis de l'Autorité Environnementale,
 - ✓ Le Résumé Non Technique.

Ces informations étaient consultables dans la rubrique : **Consultation du Public / Enquêtes Publiques / Eoliennes**



CHAPITRE VII : ENQUÊTE PUBLIQUE

7. INFORMATION ET CONCERTATION DU PUBLIC

Le public a été informé, concerté et consulté à 06 reprises dans le cadre de la démarche ZDE.

Initié par la Communauté de Communes du CAUDRESIS – CATESIS 4C, ces réunions et articles de presse permettaient de communiquer régulièrement avec les habitants, les élus, les intercommunalités voisines.

Juin 2009 un courrier est adressé aux Communes, Communautés de Communes entrant dans l'aire d'étude, ce courrier avait pour objet d'informer tous publics sur le démarrage de l'étude, de faire un point de situation des projets en cours et des projets déjà réalisés.

Quatrième trimestre 2009 mise en ligne sur le Site internet de la 4C et édition d'un magazine d'information de la 4C, en diffusion toutes boîtes, expliquant l'objet de l'étude ZDE.

03 juillet 2010 parution dans La Voix du Nord d'un article décrivant les avancées en des différents zonages au nombre de 05, cet article faisait suite à présentation faite en Conseil Communautaire.

04 mai 2011 une réunion d'information et de concertation s'est déroulée à QUIEVY où tous les élus des communes concernées par ces différents zonages étaient conviés. A cette réunion l'ADEME a présenté et développé le contexte énergétique et environnemental pris dans le cadre de la loi 2010-788 (Grenelle II ou ENE), puis le Bureau d'études ACWA a présenté l'avancée en matière de ZDE et ses 5 différentes configurations.

19 octobre 2011 programmation d'une réunion publique annoncée par Voie de Presse, site de la 4C, s'est tenue à MONTIGNY EN CAMBRESIS, l'introduction faite par l'ADEME suivi par le Bureau d'Etudes ACWA présentant les différents schémas de ZDE

Tout comme le 04 mai 2011 les inquiétudes émises par les participants concernaient le bruit, l'impact sur la santé, la dépréciation immobilière, le démantèlement des éoliennes.

Toutes ces interrogations, les réponses apportées par les partenaires présents et le pétitionnaire ont été retranscrites dans un article de la Voix du Nord paru le 24 octobre 2011

26 octobre 2011 un courrier décrivant les zones propices au développement éolien a été adressé aux intercommunalités et aux communes entrant dans le périmètre d'étude.

Avril 2014 Avis de l'Autorité Environnementale

Juin 2014 Lancement de l'Enquête Publique

7.1. INFORMATION DU PUBLIC PAR VOIE DE PRESSE

La Voix du Nord a fait paraître les 31 janvier 2009, 24 mars 2009, 9 novembre 2009, 03 juillet 2010, 24 octobre 2011 des articles concernant le projet éolien du Mont de BAGNY sur la Commune de BUSIGNY.

7.2. INFORMATIONS AUX COMMUNES

Les communes de MARETZ et de BUSIGNY ont été invitées à une réunion de présentation le 25 septembre 2008 sur le thème : Un projet d'éoliennes sur votre territoire ?

Le Conseil Municipal de SAINT SOUPLET du 31 mai 2009 s'est vu présenté également le thème : Un projet d'éoliennes sur votre territoire ?

Le Conseil Municipal de BUSIGNY 11 avril 2009 s'est vu présenté également le thème : Un projet d'éoliennes sur votre territoire ?

Lors du Conseil Municipal de HONNECHY du 18 juin 2014 et avant de délibérer M. le Maire a présenté à l'aide du CD ROM le projet du Mont DE BAGNY.

7.3. OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire, après avoir élargé les différents documents soumis à l'enquête publique en Mairie de BUSIGNY, Nous, Commissaire Enquêteur, nous sommes tenus à la disposition du public les :

- Lundi 30 juin 2014 de 09h00 à 12h00 en Mairie de BUSIGNY
- Mardi 08 juillet 2014 de 14h00 à 17h00 en Mairie de BUSIGNY
- Jeudi 17 juillet 2014 de 14h00 à 17h00 en Mairie de BUSIGNY
- Vendredi 25 juillet 2014 de 09H00 à 12h00 en Mairie de BUSIGNY
- Mercredi 30 juillet de 14h00 à 17h00, en Mairie de BUSIGNY

En dehors des jours de permanence du Commissaire Enquêteur, le dossier d'enquête publique a été tenu à disposition des habitants aux jours et heures d'ouverture de la Mairie de BUSIGNY

Le public pouvant porter ses observations sur le registre d'enquête où les adresser par courrier à M. le Commissaire Enquêteur en Mairie de BUSIGNY siège de l'enquête.

7.4. MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Ont été mis à la disposition du public en Mairie de BUSIGNY :



- Un exemplaire intégral du dossier dont le détail est donné au chapitre 5,
- L'Arrêté préfectoral en date du 05 mai 2014,
- L'Avis d'Enquête.
- Le registre d'Enquête côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur, ouvert par Monsieur le Maire de BUSIGNY le 17 juin 2014.
- Une galerie de 10 affiches initiées par le Chef de Projets a été mise en place au siège de l'enquête publique.
- L'affichage en Mairies et sur la Zone d'Implantation à fait l'objet d'un constat d'huissier qui sera joint au présent rapport.

7.5. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Par décision **N° E14000064 / 59 du 05 mai 2014**, le Tribunal Administratif Nous a désigné comme titulaire, Hubert TOURNEUX et comme Suppléant M. Yves CORDIER pour conduire l'enquête publique concernant :

Une autorisation d'exploiter un parc éolien de 08 aérogénérateurs

Une demande de Permis de Construire pour :

-  08 éoliennes sur la Commune de BUSIGNY,
-  02 postes de livraison sur la Commune de BUSIGNY

11 mai 2014 : prise de contact avec le Service Instructeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service Eau Environnement, Unité Prévention des Pollutions et

Protection des Paysages représentée par M. Jean Louis PIGEAU pour déterminer les dates de début d'enquête, nombre, dates et lieux de permanences, fin d'enquête, formalités de fin d'enquête, dates de parution dans la presse, en vue d'établir l'Arrêté portant ouverture de l'enquête publique.

Sur Notre proposition le Service Instructeur a validé l'ensemble des modalités de déroulement de l'enquête et Nous a présenté un modèle d'Arrêté et d'Avis d'Enquête. Après accord des deux parties, le 21 mai la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service Eau Environnement par délégation de M. Le Préfet du NORD a signé l'Arrêté Préfectoral portant ouverture et avis d'enquête publique sur la Commune de BUSIGNY.

26 mai 2014 : dès réception de l'Arrêté et de l'Avis d'enquête Nous avons pris contact avec M. Antoine BREBION Président d'ECOTERA et responsable de développement du Parc Eolien du MONT de BAGNY sur la Commune de BUSIGNY, Nous informons M. BREBION de la planification de l'enquête publique et le sollicitons pour prendre connaissance du dossier, de définir les modalités de vérification de l'affichage, de projeter une rencontre sur site en présence de M. Le Maire de BUSIGNY et la personne responsable au sein de la Mairie de BUSIGNY.

M. BREBION Nous informe que le dossier est en phase finale de préparation et Nous informe que ce dossier Nous sera remis en mains propres le même jour qu'il sera déposé en Mairie de BUSIGNY, que les Communes du périmètre du projet seront dotées d'un CD ROM comprenant l'intégralité du dossier, que l'affichage fera l'objet d'un constat d'Huissier.

06 juin 2014 M. BREBION déposait, comme prévu lors de notre entretien du 26 mai 2014, à Notre domicile le dossier réputé complet, quant à la date de présentation du projet et de la visite sur site, M. BREBION consultera l'agenda de M. le Maire de BUSIGNY en déposant le dossier en Mairie de BUSIGNY.

Après avoir Consulté les disponibilités de M. le Maire la rencontre est fixée au 17 juin 2014 à 11h00 en Mairie de BUSIGNY.

17 juin 2014 11h00 : Nous, nous sommes réunis en Mairie de BUSIGNY, siège de l'Enquête Publique.

En présence de :

Monsieur PECQUEUX Maire de la Commune de BUSIGNY,

Monsieur DHAINAUT Responsable Urbanisme de la Commune,

Monsieur BREBION Directeur d'ECOTERA et responsable du projet du MONT de BAGNY pour la SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS filiale d'ECOTERA.

Monsieur Hubert TOURNEUX Commissaire Enquêteur titulaire,

Monsieur Yves CORDIER Commissaire Enquêteur Suppléant excusé.

M. Antoine BREBION a :

✚ Présenté le projet d'implantation du parc éolien en s'arrêtant et apportant des informations sur :

- la variante retenue,
- les photos montages,
- l'implantation des points de mesure de bruit,
- la particularité de l'éolienne N°5 et de son surplomb sur un chemin communal d'HONNECHY et d'une parcelle sur la même commune.
- les démarches vis-à-vis des propriétaires exploitants, les élus locaux,

- la publicité de l'enquête et information sur le déroulement de la procédure auprès des propriétaires exploitants, propriétaires bailleurs,
 - la publicité de l'enquête auprès des habitants de la Commune de BUSIGNY
- ✚ Précisé que l'Avis d'Enquête Publique est apposé sur le site à compter de ce jour 17 juin 2014, qu'un constat d'huissier, concernant l'affichage, sera réalisé à deux reprises, ce constat sera transmis au Commissaire Enquêteur Nous avons fait le point sur les organismes et personnes publiques associées consultées en réponse nous ne disposons que de ceux qui figurent au présent dossier
- ✚ Evoqué la possibilité d'organiser une réunion publique si le besoin s'en faisait sentir au cours de l'Enquête.
- ✚ M. le Maire a rendu effectif l'affichage de l'Arrêté et de l'Avis d'Enquête Publique en date du 17 juin 2014, sur les panneaux communaux,

Nous Commissaires Enquêteurs :

- ✚ Sommes revenus sur la réunion publique, qui suivant le déroulement des permanences pourrait être remise à l'ordre du jour pendant ladite enquête eu égard la fréquentation, les interrogations du public, les besoins du public, la qualité des intervenants,
- ✚ Après avons entendu le Responsable du Projet sur des points particuliers lors de l'examen du dossier si toutes les réponses n'ont pu être apportées verbalement elles le seront sous formes de rapport adressé au Commissaire Enquêteur par voie informatique avant le début de l'enquête.
- ✚ Nous avons informé le porteur de projet que dans le dossier LETTRE DE DEMANDE ET NOTICE DESCRIPTIVE en page 07 il est mentionné que les récépissés de dépôt des demandes de permis de construire seraient joints au dossier au plus tard 10 jours après le dépôt du dossier, les 10 jours arrivant à terme quid de ce dossier.
- M.DHAINAUT responsable du service urbanisme s'engage à mettre à Notre disposition ces documents, toutefois le pétitionnaire devra présenter devant la Commission Départementale un dossier complété.
- ✚ Si d'autres questionnements survenaient d'ici le démarrage de l'enquête publique Nous n'hésiterons pas à contacter les personnes et services concernés.
- ✚ N'ayant plus de sujets à aborder ce jour, la réunion préparatoire en Mairie est levée.

Le 17 juin à 12h30

Nous nous sommes faits présenter, par M. BREBION, le site d'implantation des huit éoliennes et des deux postes de livraison, cette visite Nous a permis d'appréhender les points particuliers référencés dans l'étude d'impact volet paysager (monuments, habitations, locaux industriels ou fermes, réseau RTE ERDF, co-visibilité entre parcs, réseau ferroviaire RFF, entrées et sorties de ville.

Le 17 juin 2014 14h00 Nous Commissaire Enquêteur avons procédé :

- ✚ Avec M. DHAINAUT responsable du Service Urbanisme, à la rédaction du registre d'enquête,
- ✚ A la vérification et l'enregistrement du dossier et pièces jointes,
- ✚ A la vérification des panneaux d'affichages implantés sur la Commune,
- ✚ Aux modalités mises en place pour l'information du public (lettre ou bulletin municipal, site de la Mairie) celle-ci ne disposant pas de site dédié ce moyen de communication a été écarté.

- ✚ Le registre d'enquête ayant été rédigé, Nous avons côté et paraphé ce document avant ouverture par M. Le Maire.

Le 17 juin à 17h00 l'ensemble des modalités de l'enquête publique ayant été abordés nous prenons congé des Services de la Mairie de BUSIGNY.

Le 23 juin 2014 après avoir terminé la prise de connaissance du dossier Nous avons interpellé le Service de l'Urbanisme de la Mairie sur le Plan d'Occupation des Sols de la Commune et plus particulièrement sur les conclusions de l'Enquête Publique relative à la modification du plan de Zonage de ce POS afin de pouvoir autoriser l'implantation des éoliennes. Cette enquête publique s'est déroulée du 07 mai au 13 juin 2012 et ayant reçu un avis favorable de M. le Commissaire Enquêteur.

Malgré l'approbation de la modification du POS par délibération du Conseil Municipal en date du 16 avril 2014 ce POS n'est à ce jour toujours pas validé par la DDTM et les Services de la Sous – Préfecture suite à une demande de pièces complémentaires.

Le 27 juin 2014 M. BREBION Nous informe qu'une mini exposition sera mise en place en Mairie de BUSIGNY pour informer le public sur le projet éolien du MONT de BAGNY, ces affiches ne seront pas disponibles à l'ouverture de l'enquête le 30 juin.

Le lundi 30 juin 2014 de 09h00 à 12h00 Première permanence en Mairie de BUSIGNY:

M. DHAINAUT Nous remet l'ensemble des documents relatif à la modification du POS (Conclusions et Avis du Commissaire Enquêteur, Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal) et nous confirme la requête de la DDTM et de la Sous – Préfecture sur la demande de complétude du POS).

M. BREBION Nous a fait parvenir par voie informatique le courrier en réponse aux deux questions soulevées par l'Autorité Environnementale sur :

- Les axes migratoires développés au Chapitres Etat Initial de la Biodiversité faune / Flore et dans les Conclusions Générales.

02 personnes se sont présentées à cette permanence au titre de renseignements :

M. ROLLAND exploitant la parcelle ZD 75 propriété de la Commune de BUSIGNY (CCAS)

La consultation lancée par M. BREBION prévoyait l'implantation d'une éolienne sur cette parcelle

Il est vrai que parmi les variantes proposées l'implantation d'une éolienne sur cette parcelle était prévue cette variante n'a pas été retenue.

Le schéma d'implantation et les variantes Nous ont été présentés le 17 juin en Mairie de BUSIGNY par le Chef de Projets avec une explication sur chaque variante et le pourquoi de la variante retenue au grand damne de M. Le Maire qui voyait ainsi s'envoler une ressource supplémentaire pour le CCAS. M. Le Maire accepte ce choix.

M. RICHEZ propriétaire exploitant du bois et de parcelles au lieu-dit Bois de GATTIGNY

Non concerné par le projet, toutefois M. RICHEZ est venu consulter le dossier d'implantation des éoliennes suite à la vue d'un des panneaux d'affichage sur lequel l'avis d'enquête publique délimitait la zone retenue pour le projet de 08 éoliennes.

Ces deux personnes n'ont pas souhaité s'exprimer sur le registre d'enquête.

Le mardi 08 juillet 2014 de 14h00 à 17h00 Deuxième permanence en Mairie de BUSIGNY :

Aucune consultation et d'observations n'ont été portées entre ces deux permanences.

Aucune visite

Nous constatons que la mini exposition est mise en place en Mairie de BUSIGNY là où le dossier d'enquête est consultable par le public, cette exposition se compose de 10 affiches

Le jeudi 17 juillet 2014 de 14h00 à 17h00 Troisième permanence en Mairie de BUSIGNY :

Aucune consultation et d'observations n'ont été portées entre ces deux permanences.

04 personnes se sont présentées à Notre permanence et ont porté sur le registre d'enquêtes les remarques suivantes :

M. QUENNESSON Sylvain exploitant les parcelles ZD 85 et 86 sur la Commune de HONNECHY : je fais part de ma surprise de voir que le surplomb de l'éolienne E5 du projet de la SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS traverse mes parcelles sans que l'on ne m'avertisse ni même que l'on me demande l'autorisation. C'est pour cela que je m'oppose à ce surplomb.

Signé QUENNESSON

M. PILLARD Sébastien 3, rue des Frères DESJARDIN : je suis inquiet suivant l'implantation des éoliennes à 500 mètres de mon habitation, je me pose des questions sur les nuisances sonores ainsi que de voir à longueur d'année des mâts, je m'inquiète aussi pour le bien être de ma famille (bruit) c'est pour cela que je fais part de celle-ci.

Signé PILLARD

Mme BERROYER – LEHAMBRE Jocelyne

Propriétaire à BUSIGNY parcelle ZE 25 (bailleur)

Implantation de l'éolienne E4 pas de remarque particulière concernant le matériel et l'implantation

Les informations fournies tant par le Commissaire Enquêteur que par la Société ECOTERA sont complètes et satisfaisante.. Donc sécurisantes. Nous sommes très favorables.

Cordialement

Signé BERROYER.

M. et Mme AFCHAIN Jean Louis demeurant Roquebrune Cap Martin Propriétaire d'une parcelle au lieu-dit le Pré Jean SIMON.

Ce couple est surpris que le contrat signé avec ECOTERA n'a pas abouti pour l'éolienne N°9 après avoir examiné les plans d'implantation il s'avère que cette éolienne N°9 fait partie d'une étude sur un autre projet celui de SAINT SOUPPLET - ESCAUFORT, au demeurant la parcelle N°4 au Pré Jean n'est pas inscrite au POS de la Commune de BUSIGNY peut être qu'un autre projet sur les Communes SAINT SOUPPLET - ESCAUFORT soit à l'étude.

M. et Mme AFCHAIN n'ont pas souhaité inscrire de remarque au registre d'enquête.

Mme Véronique FLAMAND

Après avoir consulté le plan d'implantation des éoliennes à partir des affiches mises en place par le pétitionnaire Mme FLAMAND a porté la remarque suivante :

Je soussigné Véronique FLAMAND est favorable à cette réalisation

Signé FLAMAND

M. PONSEEL

Après avoir consulté le plan d'implantation des éoliennes à partir des affiches mises en place par le pétitionnaire M. PONSEEL a porté la remarque suivante :

Je soussigné M. PONSEEL est favorable à cette réalisation

Signé PONSEEL

Le Vendredi 25 juillet 2014 09h00 à 12H00 Quatrième permanence en Mairie de BUSIGNY

Aucune consultation et d'observations n'ont été portées entre ces deux permanences.

Enregistrement d'un courrier en provenance de la Mairie de SAINT SOUPPLET - ESCAUFORT

Délibération du Conseil Municipal en date du 01 juillet 2014 où le Conseil Municipal a émis un AVIS FAVORABLE à l'unanimité. Cette délibération est enregistrée en Sous-Préfecture de Cambrai le 15 juillet 2014.

Enregistrement d'un courrier en provenance de la Mairie de CLARY :

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de CLARY, séance du 19 juin 2014 où le Conseil Municipal, après avoir délibéré émet un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien de 8 aérogénérateurs à BUSIGNY.

08 personnes se sont présentées à Notre permanence

M. Jean Marie OBLET demeurant 25, Rue de l'Eglise HONNECHY venu simplement joindre une lettre explicative des impacts générés par l'implantation des aérogénérateurs à proximité de sa Commune

M. Hervé SERUSIER a porté sur le registre d'enquête la remarque suivante :

Propriétaire exploitant donne son avis favorable au projet éolien. Parcelle ZH 51 E07

Signé SERUSIER

M. Philippe BUISSIER a porté sur le registre d'enquête la remarque suivante :

Donne son avis favorable au projet éolien sur la Commune de BUSIGNY. Parcelle ZD 35 E01

Signé BUISSIER

M. Bernard CAZIER demeurant à HONNECHY a porté sur le registre d'enquête le texte suivant :

Je soussigné CAZIER Bernard propriétaire terrien su BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la Commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation.

La zone d'implantation est limitrophe à la Commune d'HONNECHY. Elle va engendrer un nombre considérable de nuisances visuelles, hertziennes et notamment acoustiques d'autant plus que la Commune d'HONNECHY se trouve grevée et excédée par un nouvel aménagement ferroviaire pour le fret avec une augmentation des passages de trains

Ainsi le parc éolien conjugué au réseau ferré situé à proximité d'HONNECHY va accroître l'intensité des nuisances sonores d'autant plus que les vents dominants viennent régulièrement en direction d'HONNECHY, l'implantation des éoliennes en témoigne.

A fortiori on peut constater que ses nuisances seront bien plus considérables pour les habitants d'HONNECHY que ceux de BUSIGNY, alors qu'HONNECHY sera confronté par les bruits et les clignotements permanents des éoliennes pour les rues de l'Eglise, rue de la Gare, rue du cheminot et la CD 21 route de Le CATEAU.

Cette problématique acoustique fut sous-estimée lors du projet et mérite bien d'être revue avec une attention toute particulière.

L'accumulation de toutes les nuisances confondues va rendre le quotidien des habitants d'HONNECHY bien plus difficile à vivre.

Pourquoi venir installer un parc éolien au nez et à la barbe du territoire d'HONNECHY alors que la Commune de BUSIGNY s'étend sur plus de 1600 ha et c'est bien la Commune de BUSIGNY qui en tirera profit au détriment de la Commune d'HONNECHY.

Pour ces raisons de bon sens il serait incompréhensible de soutenir l'obtention d'un permis de construire pour voir naître l'insupportable.

Fait à BUSIGNY le 25/07/2014 signé CAZIER .

Messieurs Bertrand LEFEBVRE Maire de HONNECHY et Michel DOUVROY Conseiller Délégué sont venus Nous remettre deux délibérations du Conseil Municipal de HONNECHY l'une en date du 03 décembre 2013 et la seconde en date du 17 juillet 2014, ces délibérations sont insérées au registre d'enquête sur lequel est inscrit :

M. Bertrand LEFEBVRE agissant en tant que Maire de la Commune d'HONNECHY, accompagné de M. Michel DOUVROY Conseiller Municipal Délégué à la Sécurité à la commune d'HONNECHY agissant en cette qualité inscrivent au registre d'enquête : par délibération le Conseil Municipal du 17/07/2014 confirme sa délibération prise le 03/12/2013 concernant la demande de surplomb et émet un avis défavorable quant à l'exploitation de l'aérogénérateur E5 (voir copies jointe à l'enquête publique des délibérations de la Commune d'HONNECHY des 03/12/2013 et 17/07/2014 sur le sujet).

Signé LEFEBVRE et DOUVROY

M. Frédéric RICHEZ a rédigé l'observation suivante : propriétaire exploitant des parcelles ZD 40 et ZD 41 lieu d'implantation des E5 et E6 donne un avis favorable au projet.

Signé RICHEZ

M. Yves LABBE est venu se faire présenter le projet d'implantation des éoliennes sur la Commune en lieu et place de son fils propriétaire sur la Commune qui militaire ne peut venir se renseigner.

M. Yves LABBE n'a pas souhaité porter de remarque sur le registre d'enquête et en réfèrera à son fils pour lui préciser les échanges que Nous avons eu à ce sujet.

Le mercredi 30 juillet de 14h00 à 17h00 Cinquième permanence en Mairie de BUSIGNY et Clôture de l'Enquête Publique :

Aucune consultation et d'observations n'ont été portées entre ces deux permanences.

04 personnes se sont présentées à Notre permanence

Messieurs GOEMAERE Antoine Julien, GAEC du Bois de Malmaison, propriétaires exploitants donnent un Avis Favorable au projet Eolien du Mont de BAGNY E8

Signé GOEMAERE

M. Géry JOOS, 7, rue de la Gare à HONNECHY propriétaires des parcelles surplombées par l'éolienne sur le territoire d'HONNECHY déclare n'avoir aucune opposition à leur installation et donne un Avis Favorable. Aucun préjudice ne peut concerner la faune culturale ni le rendement des récoltes.

Signé JOOS

M. CHAUWIN Jean Michel 9, rue des Frères DESJARDINS BUSIGNY

Suite à l'enquête sur les éoliennes émet une réserve à la suite des nuisances occasionnées et attend à long terme de voir le déroulement des opérations.

Toutes les remarques écrites, les courriers et autres documents sont repris au chapitre VII.3 Recueils des Observations et au Procès-Verbal de Synthèse qui sera transmis au pétitionnaire pour mémoire en réponse.

Signé CHAUWIN

Mme Françoise DUPUY – LEVEQUE CROIX FONSOMMES

Propriétaire exploitant est globalement satisfaite du projet d'éolienne 2. Une remarque particulière concernant son emplacement au centre d'une grande parcelle : l'implantation au plus près du chemin d'exploitation nous serait plus favorable.

Signé DUPUY

Ce mercredi 30 juillet à 17h00 Nous, Commissaire Enquêteur avons clôturé l'enquête publique et le registre d'enquête.

7.6. RECUEIL DES OBSERVATIONS

18 personnes se sont présentées aux 05 permanences tenues par Nous Commissaire Enquêteur,

14 personnes ont émis des observations sur le registre d'enquête, 05 d'entre-elles ne s'opposant pas au projet,

03 personnes ont remis soit un courrier ou représenté par M. le Maire et son Conseiller Délégué à la Sécurité deux délibérations de leur Conseil Municipal

03 personnes sont venues se renseigner sur le projet d'implantation et consulter les plans sans émettre de remarque particulière.

7.6.1. Analyse Quantitative des remarques portées sur les registres d'enquête :

Communes	OBSERVATIONS RECUEILLIES					AVIS EMIS		
	Orales	Ecrites			TOTAL	Favorable	Défavorable	Sans avis
		Registre enquête	Lettres	Pétition				
BUSIGNY	3	14	3*	0	18	9	4	5*
Total	3	14	3*	0	18	9	4	5*

- **Lettres***: une lettre (M. OBLED) et deux délibérations (comptabilisées avec les avis des PPA) en complément de l'observation portée sur le registre d'enquête par le Maire et son Conseiller Délégué à la Sécurité.
- **Sont considérés Sans Avis les personnes ayant écrit des remarques sans s'opposer au projet.**

7.6.2. Sujets évoqués lors des permanences

Les sujets suivants ont fait l'objet de remarques, inscrites au registre d'enquête, de courrier, de délibérations où lors d'échanges avec les habitants de BUSIGNY et HONNECHY.

- + Implantation,
- + Implantation «Surplomb»,
- + Bruit,
- + Perturbations faisceau hertzien (réception télévision),
- + Dévalorisation du foncier bâti,
- + Détériorations appareils électroménagers,
- + Avis favorables au projet,
- + Avis défavorables au projet dans son intégralité,
- + Information du public,
- + Balisage.

Nous recueillons ici :

28% de personnes sans avis,

22% de personnes défavorables soit totalement 5%, soit partiellement 17%.

50% de personnes favorables au projet

7.7. Analyse des remarques portées sur le registre d'enquête

7.7.1. Implantation «SURPLOMB»

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTREPROPOSITIONS
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>M. QUENNESSON Sylvain exploitant les parcelles ZD 85 et 86 sur la Commune de HONNECHY : je fais part de ma surprise de voir que le surplomb de l'éolienne E5 du projet de la SEPE les VENTS DU CAUDRESIS traverse mes parcelles sans que l'on ne m'avertisse ni même que l'on me demande l'autorisation. C'est pour cela que je m'oppose à ce surplomb.</p> <p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>Messieurs Bertrand LEFEBVRE Maire de HONNECHY et Michel DOUVROY Conseiller Délégué sont venus Nous remettre deux délibérations du Conseil Municipal de HONNECHY l'une en date du 03 décembre 2013 et la seconde en date du 17 juillet 2014, ces délibérations sont insérées au registre d'enquête sur lequel est inscrit :</p> <p>M. Bertrand LEFEBVRE agissant en tant que Maire de la Commune d'HONNECHY, accompagné de M. Michel DOUVROY Conseiller Municipal Délégué à la Sécurité à la commune d'HONNECHY agissant en cette qualité inscrivent au registre d'enquête : par délibération le Conseil Municipal du 17/07/2014 confirme sa délibération prise le 03/12/2013 concernant la demande de surplomb et émet un avis défavorable quant à l'exploitation de l'aérogénérateur E5 (voir copies jointe à l'enquête publique des délibérations de la Commune d'HONNECHY des 03/12/2013 et 17/07/2014 sur le sujet).</p>	<p>NEANT</p> <p>Est-il possible de déplacer l'aérogénérateur E5 ?</p>

7.7.2. Implantation

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTREPROPOSITIONS
<p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Jean Marie OBLET demeurant 25, Rue de l'Eglise HONNECHY venu simplement joindre une lettre explicative des impacts générés par l'implantation des aérogénérateurs à proximité de sa Commune</p> <p>Le 30 juillet 2014</p> <p>Mme Françoise DUPUY – LEVEQUE CROIX FONSOMMES</p> <p>Propriétaire exploitant est globalement satisfaite du projet d'éolienne 2. Une remarque particulière concernant son emplacement au centre d'une grande parcelle : l'implantation au plus près du chemin d'exploitation nous serait plus favorable.</p>	<p>NEANT</p> <p>Est-il possible de revoir l'implantation de l'éolienne N°2</p>

7.7.3. Bruit

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTREPROPOSITIONS
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>M. PILLARD Sébastien 3, rue des Frères DESJARDIN : je suis inquiet suivant l'implantation des éoliennes à 500 mètres de mon habitation, je me pose des questions sur les nuisances sonores ainsi que de voir à longueur d'année des mâts, je m'inquiète aussi pour le bien être de ma famille (bruit) c'est pour cela que je fais part de celle-ci.</p> <p>Le 30 juillet 2014</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel 9, rue des Frères DESJARDINS BUSIGNY</p> <p>Suite à l'enquête sur les éoliennes émet une réserve à la suite des nuisances occasionnées et attend à long terme de voir le déroulement des opérations.</p>	<p>Pourquoi ne pas mettre les éoliennes ailleurs ?</p> <p>Réserve sur les nuisances .Au fil de Nos échanges Nous avons pu avoir quelques précisions sur la réserve émise</p>

Bruit (suite):

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTREPROPOSITIONS
<p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Bernard CAZIER demeurant à HONNECHY a porté sur le registre d'enquête le texte suivant :</p> <p>Je soussigné CAZIER Bernard propriétaire terrien su BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la Commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation.</p> <p>La zone d'implantation est limitrophe à la Commune d'HONNECHY. Elle va engendrer un nombre considérable de nuisances visuelles, hertziennes et notamment acoustiques d'autant plus que la Commune d'HONNECHY se trouve grevée et excédée par un nouvel aménagement ferroviaire pour le fret avec une augmentation des passages de trains</p> <p>Ainsi le parc éolien conjugué au réseau ferré situé à proximité d'HONNECHY va accroître l'intensité des nuisances sonores d'autant plus que les vents dominants viennent régulièrement en direction d'HONNECHY, l'implantation des éoliennes en témoigne.</p> <p>A fortiori ...</p>	<p>Pourquoi ne pas mettre les éoliennes ailleurs ?</p>

7.7.5. Balisage :

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTREPROPOSITIONS
<p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Bernard CAZIER demeurant à HONNECHY a porté sur le registre d'enquête le texte suivant :</p> <p>Je soussigné CAZIER Bernard propriétaire terrien sur BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la Commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation. ./</p> <p>A fortiori on peut constater que ses nuisances seront bien plus considérables pour les habitants d'HONNECHY que ceux de BUSIGNY, alors qu'HONNECHY sera confronté par les bruits et les clignotements permanents des éoliennes pour les rues de l'Eglise, rue de la Gare, rue du cheminot et la CD 21 route de Le CATEAU . ./</p>	<p>Pourquoi ne pas mettre les éoliennes ailleurs ?</p>

7.7.6. Information du Public :

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTREPROPOSITIONS
<p>Le 30 juillet 2014 :</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel 9, rue des Frères DESJARDINS BUSIGNY</p> <p>Suite à l'enquête sur les éoliennes émet une réserve à la suite des nuisances occasionnées et attend à long terme de voir le déroulement des opérations.</p>	<p>NEANT</p>

.7.7. Demande d'informations et consultation du dossier :

OBSERVATIONS	ECHANGES AVEC LE COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>M. ROLLAND exploitant la parcelle ZD 75 propriété de la Commune de BUSIGNY (CCAS)</p> <p>La consultation lancée par M. BREBION prévoyait l'implantation d'une éolienne sur cette parcelle</p>	<p>Il est vrai que parmi les variantes proposées l'implantation d'une éolienne sur cette parcelle était prévue cette variante n'a pas été retenue.</p> <p>Le schéma d'implantation et les variantes Nous ont été présentés le 17 juin en Mairie de BUSIGNY par le Chef de Projets avec une explication sur chaque variante et le pourquoi de la variante retenue au grand damne de M. Le Maire qui voyait ainsi s'envoler une ressource supplémentaire pour le CCAS. M. Le Maire accepte ce choix.</p>
<p>M. RICHEZ Jean Marie propriétaire exploitant du bois et de parcelles au lieu-dit Bois de GATTIGNY</p> <p>Non concerné par le projet, toutefois M. RICHEZ est venu consulter le dossier d'implantation des éoliennes suite à la vue d'un panneau d'affichage sur lequel l'avis d'enquête publique délimitait la zone retenue pour le projet de 08 éoliennes.</p> <p>Le 25 juillet 2014</p> <p>M. Yves LABBE est venu se faire présenter le projet d'implantation des éoliennes sur la Commune en lieu et place de son fils propriétaire sur la Commune, qui, militaire ne peut venir se renseigner.</p> <p>M. Yves LABBE n'a pas souhaité porter de remarque sur le registre d'enquête et en réfèrera à son fils pour lui préciser les échanges que Nous avons eu à ce sujet.</p>	<p>Les parcelles de M. RICHEZ se situent hors du périmètre (ex ZDE), aucune étude pour le présent projet n'avait été envisagée.</p> <p>Les parcelles de M. LABBE se situent dans la bande des 500m des habitations pour des raisons de Sécurité cette zone n'ayant pas été retenue.</p> <p>(réf : étude d'impact paysager page 125)</p>

7.7.8 Avis recueillis favorables au projet :

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTRE PROPOSITIONS
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>Mme BERROYER – LEHAMBRE Jocelyne Propriétaire à BUSIGNY parcelle ZE 25 (bailleur) Implantation de l'éolienne E4 pas de remarque particulière concernant le matériel et l'implantation Les informations fournies tant par le Commissaire Enquêteur que par la Société ECOTERA sont complètes et satisfaisantes. Donc sécurisantes. Nous sommes très favorables. Cordialement</p> <p>Mme Véronique FLAMAND Est favorable à cette réalisation</p> <p>M. PONSEEL Est favorable à cette réalisation</p>	<p>NEANT</p>

OBSERVATIONS	PROPOSITIONS CONTRE PROPOSITIONS
<p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Hervé SERUSIER a porté sur le registre d'enquête la remarque suivante :</p> <p>Propriétaire exploitant donne son avis favorable au projet éolien. Parcelle ZH 51 E07</p> <p>M. Philippe BUISSIER a porté sur le registre d'enquête la remarque suivante :</p> <p>Donne son avis favorable au projet éolien sur la Commune de BUSIGNY. Parcelle ZD 35 E01</p> <p>M. Frédéric RICHEZ a rédigé l'observation suivante : propriétaire exploitant des parcelles ZD 40 et ZD 41 lieu d'implantation des E5 et E6 donne un avis favorable au projet.</p> <p>Le 30 juillet 2014 :</p> <p>Messieurs GOEMAERE Antoine Julien, GAEC du Bois de Malmaison, propriétaires exploitants donnent un Avis Favorable au projet Eolien du Mont de BAGNY E8</p> <p>M. Géry JOOS 7, rue de la Gare à HONNECHY propriétaires des parcelles surplombées par l'éolienne E5 sur le territoire d'HONNECHY déclare n'avoir aucune opposition à leur installation et donne un Avis Favorable. Aucun préjudice ne peut concerner la perte culturelle ni le rendement des récoltes.</p>	<p>NEANT</p>

8. Analyse du Commissaire Enquêteur

8.1. Implantation «SURPLOMB»:

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>M. QUENNESSON Sylvain exploitant les parcelles 85 et 86 sur la Commune de HONNECHY : je fais part de ma surprise de voir que le surplomb de l'éolienne E5 du projet de la SEPE LES VENTS DU CAUDRESIS traverse mes parcelles sans que l'on ne m'avertisse ni même que l'on me demande l'autorisation. C'est pour cela que je m'oppose à ce surplomb.</p> <p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>Messieurs Bertrand LEFEBVRE Maire de HONNECHY et Michel DOUVROY Conseiller Délégué sont venus Nous remettre deux délibérations du Conseil Municipal de HONNECHY l'une en date du 03 décembre 2013 et la seconde en date du 17 juillet 2014, ces délibérations sont insérées au registre d'enquête sur lequel est inscrit :</p> <p>M. Bertrand LEFEBVRE agissant en tant que Maire de la Commune d'HONNECHY, accompagné de M. Michel DOUVROY Conseiller Municipal Délégué à la Sécurité à la commune d'HONNECHY agissant en cette qualité inscrivent au registre d'enquête : par délibération le Conseil Municipal du 17/07/2014 confirme sa délibération prise le 03/12/2013 concernant la demande de surplomb et émet un avis défavorable quant à l'exploitation de l'aérogénérateur E5 (voir copies jointe à l'enquête publique des délibérations de la Commune d'HONNECHY des 03/12/2013 et 17/07/2014 sur le sujet).</p>	<p>Nous sommes surpris que dans la démarche propriétaire et exploitant que M. JOOS ne vous ai pas tenu informé, l'exploitant, du projet éolien.</p> <p>Sans s'opposer à la globalité du projet au nom de ses citoyens le Conseil Municipal a délibéré à deux reprises en émettant un avis défavorable au positionnement de l'aérogénérateur N°5</p> <p>A ce stade de la consultation du public par le biais de l'enquête publique, rien n'est figé.</p> <p>Nous soumettrons au responsable du projet dans notre analyse de synthèse d'étudier la possibilité de déplacer l'implantation de cette éolienne si les contraintes techniques et urbanistiques le permettent.</p>

8.2. Implantation

OBSERVATIONS	ANALYSE COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 25 juillet 2014</p> <p>M. Jean Marie OBLET demeurant 25, Rue de l'Eglise HONNECHY venu simplement joindre une lettre explicative des impacts générés par l'implantation des aérogénérateurs à proximité de sa Commune</p> <p>«L'enquête publique pour le projet d'éoliennes a retenu toute mon attention</p> <p>HONNECHY va subir une augmentation des nuisances sonores par le passage de trains supplémentaires, 10 par jour entre 6h-9h et 16h-19h avec le nouvel itinéraire qui va emprunter le tracé existant.</p> <p>A cela une implantation d'éoliennes a quelques mètres de la voie ferrée</p> <p>Pour la parcelle ZE 27 que j'occupe sur BUSIGNY, en tant que locataire, et n'étant pas concernée par l'implantation d'éolienne.</p> <p>Je souhaiterai qu'elle reste exclue du projet, qu'elle n'ait pas de passage de câbles électriques souterrains et aussi qu'elle n'ait pas de création de chemin dans cette parcelle».</p> <p>Le 30 juillet 2014</p> <p>Mme Françoise DUPUY – LEVEQUE CROIX FONSOMMES</p> <p>Propriétaire exploitant est globalement satisfaite du projet d'éolienne 2. Une remarque particulière concernant son emplacement au centre d'une grande parcelle : l'implantation au plus près du chemin d'exploitation nous serait plus favorable.</p>	<p>La bretelle ferroviaire Nous parait hors sujet, opérationnelle en fin 2014 cet aménagement a fait l'objet d'une enquête publique ayant reçu un avis et une décision favorables.</p> <p>Pour information la distance séparant les éoliennes de la voie ferrée a été validée par RFF respectant ainsi les distances d'éloignement et de sécurité</p> <p>Bien que située dans l'EX ZDE la parcelle ZE 27 qu'exploite M.OBLET ne sera asservie d'aucune servitude de passage, aucun réseau n'y sera enfoui.</p> <p>Votre parcelle est exclue de la zone d'intérêt éolien.</p> <p>Il est vrai que le chemin d'accès crée une certaine gêne à l'exploitation de la parcelle. Sans déplacer l'E2 la modification du tracé du chemin d'accès pourrait être envisagée mais ne ferait que déplacer la gêne.</p>

8.3. Bruit

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>M. PILLARD Sébastien 3, rue des Frères DESJARDIN : je suis inquiet suivant l'implantation des éoliennes à 500 mètres de mon habitation, je me pose des questions sur les nuisances sonores ainsi que de voir à longueur d'année des mâts, je m'inquiète aussi pour le bien être de ma famille (bruit) c'est pour cela que je fais part de celle-ci.</p> <p>Le 30 juillet 2014</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel 9, rue des Frères DESJARDINS BUSIGNY</p> <p>Suite à l'enquête sur les éoliennes émet une réserve à la suite des nuisances occasionnées et attend à long terme de voir le déroulement des opérations.</p> <p><i>Dans Nos échanges Nous sommes parvenus à comprendre quel était son argumentation dans sa réserve.</i></p>	<p>La réglementation en matière de bruit de voisinage et d'émergence sonore maximale autorisée est très stricte en France et peut obliger un exploitant de parc éolien à brider les éoliennes (mode de fonctionnement moins bruyant mais diminuant la production), voire à arrêter certaines éoliennes, en cas de dépassement constaté des 3dB(A) maximum autorisés de nuit.</p> <p>Il n'est évidemment pas dans l'intérêt d'un exploitant éolien de générer des nuisances sonores pour les riverains, et de risquer ainsi de voir ces éoliennes bridées ou arrêtées. L'expertise ACAPELLA permet de vous assurer en amont de la prise en compte de cette réglementation.</p> <p>Nous avons présenté à M. PILLARD à partir du résumé non technique (pages 36 à 39), l'étude de dangers, l'étude d'impact sur la santé et l'environnement les points de mesure de bruit à proximité de son domicile et comparé les relevés ainsi établis sous la forme de la carte de bruit et de l'échelle du bruit (source de l'ADEME)</p> <p>Nous avons présenté à M. CHAUWIN à partir du résumé non technique (pages 36 à 39), l'étude de dangers, l'étude d'impact sur la santé et l'environnement les points de mesure de bruit à proximité de son domicile et comparé les relevés ainsi établis sous la forme de la carte de bruit et de l'échelle du bruit (source de l'ADEME) se dit souvent confronté aux vents du Nord alors que la Rose des Vents indique des vents majoritairement Sud – Sud /Ouest</p>

8.4. Ondes Hertziennes et la Réception télévision

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Bernard CAZIER demeurant à HONNECHY a porté sur le registre d'enquête le texte suivant :</p> <p>Je soussigné CAZIER Bernard propriétaire terrien su BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la Commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation.</p> <p>La zone d'implantation est limitrophe à la Commune d'HONNECHY. Elle va engendrer un nombre considérable de nuisances visuelles, hertziennes et notamment acoustiques d'autant plus que la Commune d'HONNECHY se trouve grevée et excédée par un nouvel aménagement ferroviaire pour le fret avec une augmentation des passages de trains.</p> <p>Ainsi le parc éolien</p> <p>Le 30 juillet 2014</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel dans Nos échanges sur la réserve qu'il émet M. CHAUWIN Nous fait part du risque de perturbation des ondes de télévision</p>	<p>Nous avons communiqué à Messieurs CAZIER et CHAUWIN les termes de l'Article L 112-2 en ces termes :</p> <p><i>Lorsque l'édification d'une construction qui a fait l'objet d'un permis de construire délivré postérieurement au 10 août 1974 est susceptible, en raison de sa situation, de sa structure ou de ses dimensions, d'apporter une gêne à la réception de la radiodiffusion ou de la télévision par les occupants des bâtiments situés dans le voisinage, le constructeur est tenu de faire réaliser à ses frais, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, une installation de réception ou de réémission propre à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage de la construction projetée. Le propriétaire de ladite construction est tenu d'assurer, dans les mêmes conditions, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement de cette installation.</i></p>

8.5. Balisage :

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Bernard CAZIER demeurant à HONNECHY a porté sur le registre d'enquête le texte suivant :</p> <p>Je soussigné CAZIER Bernard propriétaire terrien sur BUSIGNY et Conseiller Municipal à HONNECHY conteste l'implantation des éoliennes sur la Commune de BUSIGNY, le Conseil Municipal d'HONNECHY est d'ailleurs unanime pour dire non à cette implantation. ./</p> <p>A fortiori on peut constater que ses nuisances seront bien plus considérables pour les habitants d'HONNECHY que ceux de BUSIGNY, alors qu'HONNECHY sera confronté par les bruits et les clignotements permanents des éoliennes pour les rues de l'Eglise, rue de la Gare, rue du cheminot et la CD 21 route de Le CATEAU ./</p>	<p>Ce mode de balisage est rendu obligatoire par l'OACI.</p>

8.6. Dévaluation du Patrimoine Bâti

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 30 juillet 2014</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel dans Nos échanges sur la réserve qu'il émet M. CHAUWIN Nous fait part du risque de dévaluation du patrimoine au moment de la revente de sa maison.</p>	<p>Dans Nos échanges Nous sommes parvenus à comprendre quel était son argumentation dans sa réserve.</p> <p>Lors de la cession de votre patrimoine vous avez toute latitude de déposer un recours devant le Tribunal Administratif Ce recours peut prendre en compte le non-respect des distances de sécurité si cette distance est inférieure à 500m imposée aux porteurs de projet.</p> <p>Des jugements auprès de la cour d'appel ont été rendus à Orléans en mai 2003 et à Rennes en septembre pour des implantations en dehors des limites préconisées.</p> <p>La perte de valeur immobilière peut être prise en compte dans certains contrats d'assurances.</p>

8.7. Détérioration des appareils électroménagers

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 30 juillet 2014</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel dans Nos échanges M. CHAUWIN Nous fait part qu'à sa connaissance deux postes de télévision ont explosé.</p>	<p>Dans Nos échanges Nous sommes parvenus à comprendre quel était son argumentation dans sa réserve.</p> <p>L'énergie produite par les éoliennes n'est pas réinjectée localement dans le Réseau RTE / ERDF mais les 2 postes de livraison qui centralisent l'énergie des éoliennes est acheminée par câbles souterrains vers un poste de raccordement non défini à ce jour.</p>

8.8. Information du Public

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 30 juillet 2014 :</p> <p>M. CHAUWIN Jean Michel 9, rue des Frères DESJARDINS BUSIGNY</p> <p>Suite à l'enquête sur les éoliennes émet une réserve à la suite des nuisances occasionnées et attend à long terme de voir le déroulement des opérations.</p>	<p>Dans Nos échanges Nous sommes parvenus à comprendre quel était son argumentation dans sa réserve.</p> <p>Bon nombre de réunions, de communiqués de presse, d'informations toutes boîtes ont été réalisées.</p> <p>Nous avons posé la question au responsable du projet la nécessité d'organiser une réunion publique, cette option aurait été retenue si les besoins s'en faisaient sentir. Eu égard la participation du public cette réunion ne s'est pas avérée nécessaire.</p> <p>Notre rapport reprend toute la phase de concertation du public et la mini exposition permettait, durant l'enquête publique, de se tenir informé.</p>

8.9. Demande d'informations et consultation du dossier :

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>M. ROLLAND exploitant la parcelle ZD 75 propriété de la Commune de BUSIGNY (CCAS)</p> <p>La consultation lancée par M. BREBION prévoyait l'implantation d'une éolienne sur cette parcelle</p> <p>M. RICHEZ Jean Marie propriétaire exploitant du bois et de parcelles au lieu-dit Bois de GATTIGNY</p> <p>Non concerné par le projet, toutefois M. RICHEZ est venu consulter le dossier d'implantation des éoliennes suite à la vue d'un des panneaux d'affichage sur lequel l'avis d'enquête publique délimitait la zone retenue pour le projet de 08 éoliennes.</p> <p>Le 25 juillet 2014</p> <p>M. Yves LABBE est venu se faire présenter le projet d'implantation des éoliennes sur la Commune au profit de son fils propriétaire sur la Commune, qui, militaire ne peut venir se renseigner.</p> <p>M. Yves LABBE n'a pas souhaité porter de remarque sur le registre d'enquête et en réfèrera à son fils pour lui préciser les échanges que Nous avons eu à ce sujet.</p>	<p>Si ces personnes n'ont pas souhaité inscrire de remarques sur le registre d'enquête Nous pouvons considérer que l'information transmise répondait à leurs attentes.</p>

8.10. Avis recueillis favorables au projet :

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 17 juillet 2014 :</p> <p>Mme BERROYER – LEHAMBRE Jocelyne Propriétaire à BUSIGNY parcelle ZE 25 (bailleur) Implantation de l'éolienne E4 pas de remarque particulière concernant le matériel et l'implantation Les informations fournies tant par le Commissaire Enquêteur que par la Société ECOTERA sont complètes et satisfaisante.. Donc sécurisantes. Nous sommes très favorables. Cordialement</p> <p>Mme Véronique FLAMAND Est favorable à cette réalisation</p> <p>M. PONSEEL Est favorable à cette réalisation</p> <p>Le 25 juillet 2014 :</p> <p>M. Hervé SERUSIER a porté sur le registre d'enquête la remarque suivante : Propriétaire exploitant donne son avis favorable au projet éolien. Parcelle ZH 51 E07</p> <p>M. Philippe BUISSIER a porté sur le registre d'enquête la remarque suivante : Donne son avis favorable au projet éolien sur la Commune de BUSIGNY. Parcelle ZD 35 E01</p> <p>M. Frédéric RICHEZ a rédigé l'observation suivante : propriétaire exploitant des parcelles ZD 40 et ZD 41 lieu d'implantation des E5 et E6 donne un avis favorable au projet.</p> <p>Le 30 juillet 2014</p> <p>Messieurs GOEMAERE Antoine Julien, GAEC du Bois de Malmaison, propriétaires exploitants donnent un Avis Favorable au projet Eolien du Mont de BAGNY E8</p>	<p>Toutes ces personnes qui se sont présentées aux permanences que Nous avons tenues sont associées au projet en tant que propriétaire Exploitant ou Propriétaire Bailleur qui souhaitent que le projet aboutisse.</p>

OBSERVATIONS	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
<p>Le 30 juillet 2014</p> <p>M. Géry JOOS, 7, rue de la Gare à HONNECHY propriétaires des parcelles surplombées par l'éolienne sur le territoire d'HONNECHY déclare n'avoir aucune opposition à leur installation et donne un Avis Favorable. Aucun préjudice ne peut concerner la faune culturale ni le rendement des récoltes.</p> <p>Mme Françoise DUPUY – LEVEQUE CROIX FONSOMMES</p> <p>Propriétaire exploitant est globalement satisfaite du projet d'éolienne 2. Une remarque particulière concernant son emplacement au centre d'une grande parcelle : l'implantation au plus près du chemin d'exploitation nous serait plus favorable.</p>	<p>Toutes ces personnes qui se sont présentées aux permanences que Nous avons tenues sont associées au projet en tant que propriétaire Exploitant ou Propriétaire Bailleur qui souhaitent que le projet aboutisse.</p>

9. Avis des Services et Personnes Publiques Associées PPA :

En supplément de l'Avis de l'Autorité Environnementale, les Communes de :


- HONNECHY
- CLARY,
- SAINT SOUPPLET – ESCAUFOURT,
- MARETZ
- La VALLEE MULATRE.


Nous ont fait parvenir leur délibération

COMMUNES	AVIS APRES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL			
	Sans Réponse	Favorable	Défavorable	Abstention
HONNECHY			X	
CLARY		X		
SAINT SOUPPLET ESCAUFOURT		X		
MARETZ				X
La VALLEE MULATRE		X		

Le rapport ci – dessus détaillé fera l'objet :

- + D'une Analyse de Synthèse transmise au pétitionnaire pour Mémoire en Réponse,
- + De conclusions et d'un avis séparés.

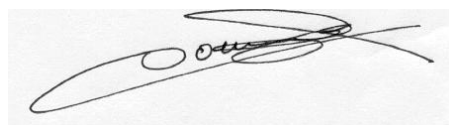
	Annexe 1 <i>Courrier et Délibérations des Conseils Municipaux</i>
-----------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------

	Annexe 2 <i>Constat d'Huissier</i>
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------



A BEAURAINS, le 28 août 2014

Le Commissaire Enquêteur



ANNEXE 1

Envoyé en préfecture le 11/12/2013
Reçu en préfecture le 11/12/2013
Affiché le 2013-025
520

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
De la commune d'HONNECHY

Séance du 03 décembre 2013

Objet de la délibération :

Eolien : servitude de surplomb

Utilisation du chemin rural dit « Ancien chemin de Busigny ».

L'an deux mil treize

Le trois décembre

A 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en Mairie sous la présidence de Monsieur LEFEBVRE Bertrand, Maire, à la suite de la convocation du 26 novembre 2013.

Nombre de conseillers en exercice : 11

Présents : MM LEFEBVRE B. SZOPA G. PLUCHART Ch. RAMETTE Ch. AMSEN S. MEURANT L. DROUVROY M. CASIEZ B.

Absent : CIACNOGHI L. TOURNEUR M. BLAS J.Ph.

Secrétaire de séance : SZOPA G.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la demande de la SARL « Les Vents du Caudrésis » relative à la construction d'un parc éolien du Mont de Bagny situé sur le territoire de Busigny, et par laquelle elle sollicite de la commune deux autorisations d'une part en ce qui concerne la servitude de surplomb d'une des éoliennes au chemin rural dit « Ancien chemin de Busigny » et d'autre part l'usage de ce dit chemin, par un véhicule de chantier. Ces autorisations seraient formalisées par la signature d'une convention.

Le Conseil Municipal n'a jamais accepté formellement l'implantation d'éoliennes sur le territoire de sa commune.

Il s'agit bien de demandes d'autorisations générées par le projet d'une commune voisine et pour lequel la commune d'Honnechy n'a jamais été associée voire consultée.

Que, dès lors, sans être en situation de mesurer l'impact de la machine en question sur l'environnement naturel et humain de la commune et donc d'apprécier le niveau des nuisances occasionnées,

Après en avoir délibéré avec 1 abstention et 7 votes contre, le Conseil Municipal décide de :

-refuser la création d'une servitude de surplomb

-refuser de fait d'autoriser l'usage du chemin rural dit « Ancien chemin de Busigny » par d'éventuels véhicules de chantier.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE AUX JOUR MOIS ET AN SUSDITS.

LEFEBVRE B.

Transmission en Sous/Préf. Le : 11.12.13
Affiché en Mairie le : 11.12.13

Pour copie conforme
Le Maire :



2014 - 041

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
De la commune d'HONNECHY

Séance du 17 juillet 2014



Objet de la délibération :

Autorisation d'exploiter un parc éolien sur la commune de BUSIGNY « Le Mont de Bagny ».

L'an deux mil quatorze, le dix-sept juillet

A 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en Mairie sous la présidence de Monsieur LEFEBVRE Bertrand, Maire, à la suite de la convocation du 10 juillet 2014.

Nombre de conseillers en exercice : 15

Présents : MM LEFEBVRE B. - PLUCHART C. - SZOPA G. - BLAS J.Ph. - AMSEN S. - DARRAS F. - POTIER C. - LABATTE A. - DROUVROY M. - CIACNOGHI L. - DROUVROY CANION J. - DELSART J.

Absents : MEURANT L. - RAMETTE Ch. - CASIEZ B.

Secrétaire de séance : DROUVROY CANION Josiane.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par arrêté de Monsieur le Préfet en date du 21 mai 2014, une enquête publique sur la commune de Busigny se déroule du 30 juin 2014 au 30 juillet 2014, et invite le Conseil Municipal à formuler son avis sur la demande d'exploitation d'un Parc éolien de huit aérogénérateurs, au titre des installations classées.

Vu la décision du Conseil Municipal par délibération du 03 décembre 2013,

Vu l'installation du nouveau conseil municipal,

Monsieur le Maire invite le nouveau Conseil à se prononcer sur cet objet.

Après consultation et délibération par 11 voix pour et 1 abstention,

Le Conseil Municipal confirme la position prise par délibération du 03 décembre 2013 à savoir refuse la création d'une servitude de surplomb d'une éolienne (au E5) du parc du mont de Bagny à Busigny au chemin rural dit « Ancien chemin de Busigny » et l'utilisation dudit chemin par des véhicules de chantier et émet un avis défavorable à la demande d'exploitation de l'aérogénérateur concerné.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE AUX JOUR MOIS ET AN SUSDITS.

Pour copie conforme
Le Maire :

LEFEBVRE B.

Transmission en S/Préf. le : 24 JUL. 2014
Affiché en Mairie le : 24 JUL. 2014



Monsieur OBLED Jean-Marie
25 rue de l'église
59980 HONNECHY

Monsieur

L'enquête publique pour le progé d'éoliennes a retenue toute mon attention

Honnechy va subir une augmentation des nuisances sonores par le passage de trains supplémentaires, 10 par jour entre 6h-9h et 16h-19h avec le nouvel itinéraire qui vont empreinté le tracé existante.

A cela une implantation d'éoliennes a quelque mettre de la voie ferrée.

Pour la parcelle ZE 27 que j'occupe sur Busigny, en tant que locataire, et n'étant pas conserné par l'implantation d'éolienne.

Je souhaiterai quelle reste exclue du projet, qu'elle n'est pas de passage de câbles électriques souterraines et aussi qu'elle n'est pas de création de chemin dans cette parcelle.

Fait a Busigny le 25/07/2014

Monsieur OBLED Jean-Marie



DEPARTEMENT
DE L'AISENE

ARRONDISSEMENT
DE VERVINS

CANTON DE WASSIGNY

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
COMMUNE DE LA VALLEE-MULATRE**

SEANCE DU 20 JUIN 2014

<p>Nombre de membres :</p> <p>En exercice : 10</p> <p>Présents : 10</p> <p>Votants : 10</p>	<p>L'an deux mil quatorze. Le vingt juin à vingt heures.</p> <p>Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Rémi Foix, Maire.</p> <p>Etaient présents: Mesdames Tournemine Brigitte, Bloq Isabelle et Messieurs Foix Rémi, Gendre Christian, Barbotte Jean-Jacques, Cochet Stéphane, Dégard Jean-Pierre, Cardon Christophe, Plachart Bertrand, Lefèvre Eric.</p> <p>Formant la majorité des membres en exercice.</p> <p>Absent: Néant</p> <p>Monsieur Cochet Stéphane a été élu Secrétaire.</p>
<p>date de convocation :</p> <p>13/06/2014</p>	
<p>date d'affichage :</p> <p>13/06/2014</p>	
<p><u>Objet de la délibération :</u></p> <p>N°33-2014</p> <p>Avis sur l'enquête publique relative au parc éolien dit du mont de Bagny</p>	<p>Monsieur le Maire présente à l'assemblée le dossier du parc éolien du mont de Bagny, à Busigny.</p> <p>Conformément à l'article 6 de l'arrêté, les conseils municipaux des communes concernées par la construction des éoliennes sont appelés à donner leur avis sur cette demande dès l'ouverture de l'enquête.</p> <p>Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du dossier et en avoir délibéré, à l'unanimité,</p> <p>Emet un avis favorable sur ces demandes de permis de construire.</p> <p>Fait et délibéré en séance les susdits jours, mois et an. Et ont signé au registre tous les membres présents. Pour extrait conforme.</p> <p>le Maire,</p> <div style="text-align: center;">  </div>

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

003-210207338-20140808-033-2014-100

Acte certifié exécutoire

Envoyé : 08/08/2014
Réception par le préfet : 08/08/2014
Publication : 18/08/2014

DEPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI
CANTON DE LE CATEAU CAMBRESIS

COMMUNE DE SAINT-SOUPLET-ESCAUFOURT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE SAINT SOUPLET SEANCE DU 5 JUILLET 2014

L'an deux mille quatorze, le cinq juillet à 11 heures, le Conseil Municipal légalement convoqué en date du 1^{er} juillet 2014, s'est réuni en mairie pour une réunion ordinaire en séance publique, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Henri QUONIOU, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 15

Etaient présents : Henri QUONIOU, Chantal HENNEQUART, Marc BERA, Sophie CARON, Eric FLAYELLE, Florian LEFEBVRE, David VANDENBERGH, Jean-Pierre HARY, Sandrine ROGER, Christophe DEPARIS

Etaient excusés : Alexandre MORTIER donne procuration à Chantal HENNEQUART
Isabelle CHATTELEYN donne procuration à Marc BERA
Fabienne PETIT donne procuration à Sophie CARON
Angélique DURIEUX donne procuration à Eric FLAYELLE
Patricia SCHIAVON donne procuration à Henri QUONIOU

Etaient absents : 0

Secrétaire de séance : Chantal HENNEQUART

APPROBATION DU PROJET EOLIEN DIT DU MONT DE BAGNY

Monsieur le Maire indique qu'il est nécessaire de délibérer sur le projet éolien dit du « Mont de Bagny ».

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal émet un avis **favorable**, à l'unanimité, au projet éolien du « Mont de Bagny » et **approuve** la demande d'autorisation d'exploiter pour le projet éolien dit du « Mont de Bagny » dont l'enquête publique a lieu à la mairie de Busigny du 30 juin 2014 au 30 juillet 2014.



Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits

Le Maire

Henri QUONIOU

Rendue exécutoire par sa publication et sa transmission en sous-préfecture le 07/07/2014



Département du Nord
Arrondissement de Cambrai
Commune de CLARY 59225
Tél : 03.27.85.03.21
Fax : 03.27.85.23.06



Délibération n° 2014-037

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE CLARY**

Séance du 19 juin 2014.

L'an deux mil quatorze, le dix-neuf juin, à 20 heures 15 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni dans la salle de réunion de la Mairie de Clary, sous la présidence de Monsieur Gérard TAISNE, Maire, à la suite de la convocation du 10 juin 2014.

Nombre de membres en exercice : 15

Présents : 13

Excusée : 1

Absente : 1

Étaient présents : M Serge GERARD, Mme Odile SAUTIERE, M. Christian FAUCON, Albert LARGILLIERE, M Didier DECROIX, Mme Dominique LOISEAUX, M Dominique CHAMPAGNE, Mme Catherine FOULON, Mme Séverine TRIBUILLOY, Mme Gisèle MOURANT, M Dominique CHATELAIN, M Éric MALAQUIN.

Absente excusée : Mme Michèle BAILLARD.

Absente : Mme Sandrine MONTAY.

Mme Séverine TRIBUILLOY a été désignée comme secrétaire de séance.

Objet : Enquête publique – Projet éolien sur la Commune de Busigny.

Monsieur le Maire expose que la SEPE Les Vents du Caudrésis SARL a présenté un projet tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter un parc éolien de 8 aérogénérateurs à Busigny. Cette demande est soumise à enquête publique du 30 juin au 30 juillet 2014, conformément à l'arrêté préfectoral du 21 mai 2014. L'article 6 de l'arrêté sus-indiqué stipule que les Conseils Municipaux des communes incluses dans le périmètre d'enquête peuvent émettre un avis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien de 8 aérogénérateurs à Busigny.

Ainsi fait en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme.
Le Maire,
Gérard TAISNE

Affiché le 24 juin 2014
Acte rendu exécutoire
Transmis en Sous-Préfecture de Cambrai
Le 24 juin 2014
Le Maire,
Gérard TAISNE



A handwritten signature in blue ink, appearing to be "G. Taisne".

DEPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE
CAMBRAI

CANTON DE CLARY

Nombre de membres

En exercice : 15

Présents : 9

Votants : 13

Date de convocation :

16 juillet 2014

Date d'affichage :

16 juillet 2014

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
COMMUNE DE MARETZ

SEANCE DU 24 JUILLET 2014

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre juillet à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de MARETZ, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Pascal LEVEQUE, Maire.

Etaient présents : LEVEQUE Pascal, SETIAUX Monique, NOE Christelle, GANDOLFI Rodrigue, WYREBSKI Andrée, BELOT Olivier, HEGO Anthony, MENTION Edith, GUILBERT Marie-Thérèse.

Absents représentés : Mme LEMOINE Isabelle a donné pouvoir à Mme WYREBSKI Andrée. Mme MARISSIAUX Sabrina a donné pouvoir à Mme NOE Christelle. Mme GRAVELINE Mireille a donné pouvoir à M. HEGO Anthony. M. SALOT Eric a donné pouvoir à Mme SETIAUX Monique.

Absents excusés : M. FERNAGUT Didier

Absents non excusés : M. BLEUSE Aimé

A été élu(e) secrétaire de séance : Mme SETIAUX Monique

Objet de la délibération N° 2014/033 : Avis sur une demande en vue d'obtenir une autorisation d'exploiter un parc éolien sur la Commune de Busigny

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une que la SEPE Les Vents du Caudrésis S.A.R.L. située 521 boulevard du Président Hoover à Lille (59) a déposé une demande en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un parc éolien de 8 aérogénérateurs dont les mâts ont une hauteur de 156 mètres et une puissance unitaire de 3MW, projet dit du « Mont de Bagny » sur la Commune de Busigny.

Cette installation est soumise à autorisation au titre de la nomenclature des installations pour la protection de l'environnement (IPCE).

Cette demande sera soumise à enquête publique en mairie de Busigny du lundi 30 juin 2014 au mercredi 30 juillet 2014 inclus.

Durant cette période, un exemplaire du dossier accompagné d'une étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale est mis à disposition du public en Mairie de Busigny où toute personne intéressée peut en prendre connaissance pendant les jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie auprès de Monsieur Hubert TOURNEUX, commissaire-enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête, les observations du public peuvent être consignées sur le registre d'enquête tenu à sa disposition en Mairie de Busigny.

Le périmètre de cette enquête concerne les communes de : BUSIGNY, BERTRY, CAUDRY, CLARY, ELINCOURT, HONNECHY, LE CATEAU-CAMBRESIS, MARETZ, MAUROIS, MONTIGNY-EN-CAMBRESIS, REUMONT, SAINT-BENIN, SAINT-SOUPLET, TROISVILLES, BEQUIGNY, BOHAIN-EN-VERMANDOIS, BRANCOURT-LE-GRAND, LA-VALLEE-MULÂTRE, MOLAIN, PREMONT, SAINT-MARTIN-RIVIERE, SERAIN, VAUX-ANDIGNY.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2014, les conseils municipaux des communes concernées sont invités à formuler leur avis sur cette demande d'autorisation d'exploiter.

Envoyé en préfecture le 30/07/2014

Reçu en préfecture le 30/07/2014

Affiché le

Monsieur le Maire soumet cette question à l'assemblée.

A l'issue du scrutin public, les résultats sont les suivants :

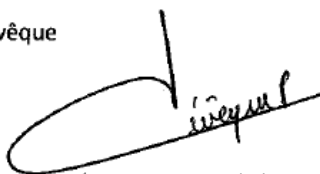
- Pour : 0
- Contre : 0
- Abstention : 13

Une copie de l'extrait de la délibération sera transmise au Commissaire-Enquêteur.

Fait et délibéré en séance les susdits, jours, mois et an. Et ont signé au registre tous les membres présents.
Pour extrait conforme.

Le Maire,

Pascal Lévêque



Acte rendu exécutoire par sa transmission en sous-préfecture et sa publication en date du 30/07/2014

ANNEXE 2